



**RAPPORT SUR LES**  
**ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025**

## **SOMMAIRE**

Introduction .....	4
Les mesures relatives aux collectivités locales .....	6

### **BUDGET PRINCIPAL**

Les recettes de fonctionnement .....	23
La fiscalité directe locale .....	27
Les dotations .....	29
Les dépenses de fonctionnement .....	31
Les données relatives aux ressources humaines .....	36
Les épargnes .....	53
Le programme pluriannuel d'investissement .....	57
L'état de la dette .....	64
Synthèse de la projection 2025-2028 .....	66

### **SERVICE DE L'EAU**

Les recettes de fonctionnement .....	70
Les dépenses de fonctionnement .....	70
L'état de la dette .....	72
Les recettes d'investissement .....	73
Les dépenses d'investissement .....	73
Le programme pluriannuel d'investissement .....	74

### **SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Les recettes de fonctionnement .....	76
Les dépenses de fonctionnement .....	76
L'état de la dette .....	78
Les recettes d'investissement .....	79
Les dépenses d'investissement .....	79
Le programme pluriannuel d'investissement .....	80

### **CINEMA LE REX**

Les recettes de fonctionnement .....	82
Les dépenses de fonctionnement .....	82
L'état de la dette .....	83
Les recettes d'investissement .....	84
Les dépenses d'investissement .....	84

### **MARCHE COUVERT**

Les recettes de fonctionnement .....	86
Les dépenses de fonctionnement .....	86
L'état de la dette .....	87
Les dépenses d'investissement .....	88

**LES SCENES D'ABBEVILLE**

Les recettes de fonctionnement .....	90
Les dépenses de fonctionnement .....	90
Les dépenses d'investissement .....	91

Références légales :

**Extrait de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

*Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »*

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) indique que **le Débat d'Orientation Budgétaire doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal.**

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour vocation de présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir tout en précisant certains points particuliers comme la gestion de la dette, l'évolution du personnel ou les grandes dépenses/recettes en fonctionnement et en investissement.

En complément de la loi NOTRe, la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques 2018-2022 (LPFP) prévoit de nouvelles règles en la matière :

*« A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :*

*1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

*2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.*

*Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. »*

**Ces orientations budgétaires s'appuient sur l'analyse financière rétrospective et prospective réalisée par les services municipaux, réactualisée chaque année et dont les éléments essentiels sont présentés ci-après. Compte tenu des très grosses incertitudes liées aux réformes en cours et à la conjoncture économique, il conviendra de faire une lecture extrêmement prudente de la prospective.**

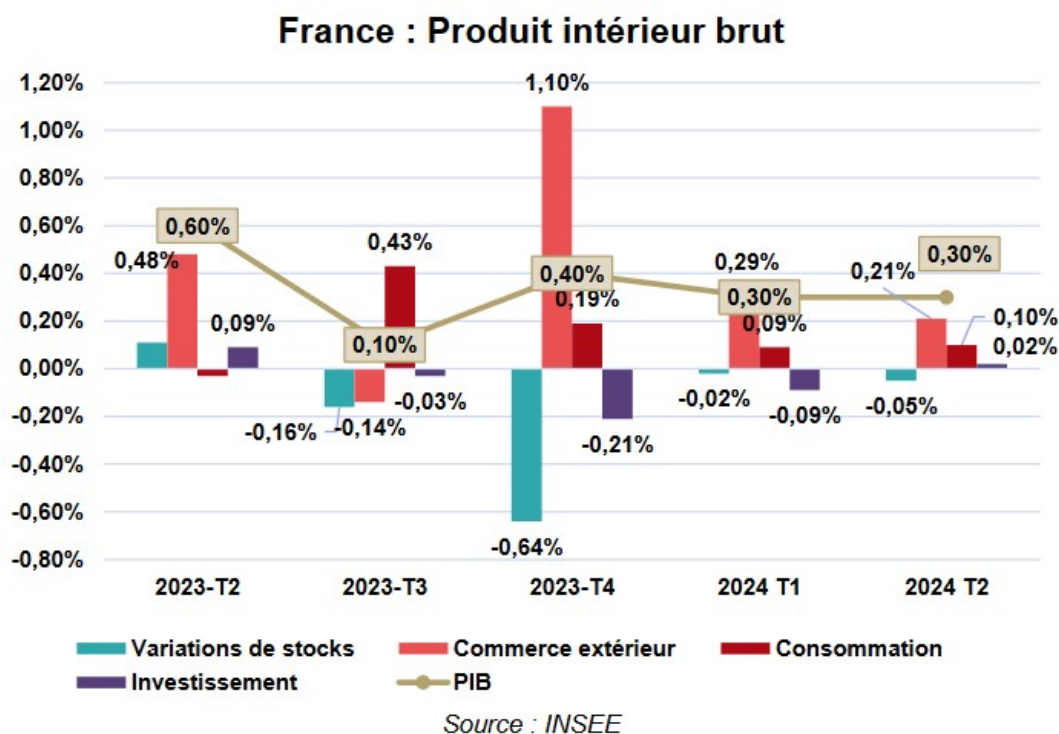
## INTRODUCTION

### LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

#### Croissance et inflation

L'économie française a progressé un peu plus que prévu au deuxième trimestre, tirée par la demande intérieure et un rebond de la production, ce qui donne au gouvernement l'espoir d'une croissance supérieure à sa prévision de 1% pour 2024.

Selon une première estimation publiée mardi 3 septembre par l'Insee, le produit intérieur brut (PIB) de la France a progressé de 0,3% sur la période avril-juin, dépassant les attentes des économistes interrogés par Reuters qui tablaient sur une hausse de 0,2%.



La croissance économique française a par ailleurs été revue à la hausse par l'Insee pour le premier trimestre (+0,1 point à 0,3%) et le quatrième trimestre 2023 (+0,1 point à 0,4%).

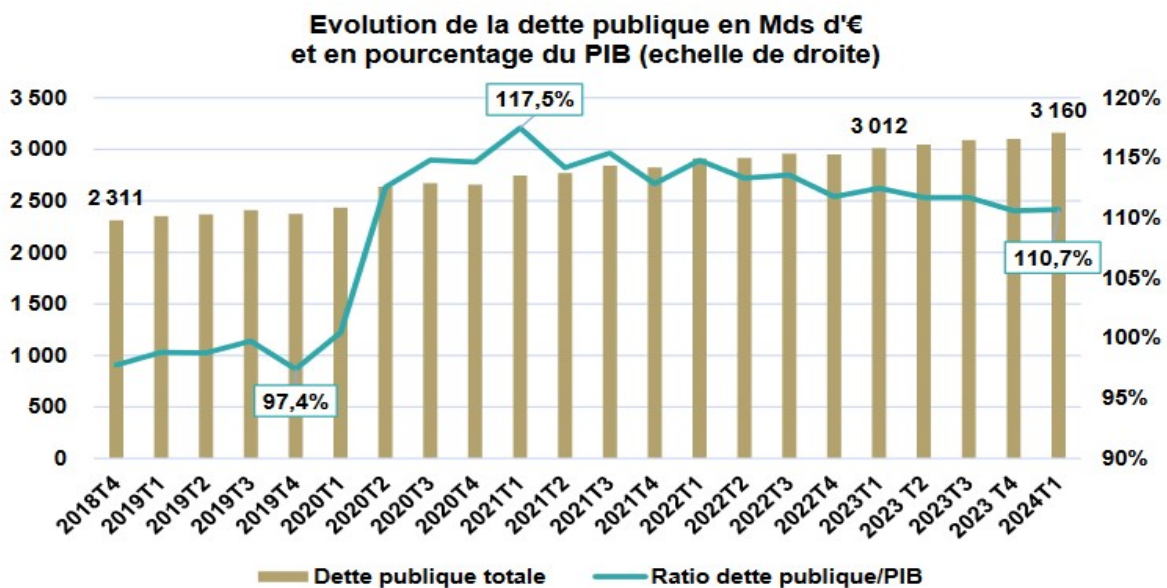
Du côté des entreprises, le climat des affaires a plongé au mois de juillet à un niveau inédit depuis 2021, après l'annonce tonitruante de la dissolution de l'Assemblée nationale. Et la production industrielle a chuté de 3% sur un an au mois d'août, d'après l'Insee. Passé l'euphorie des Jeux Olympiques, l'économie française pourrait brutalement marquer le pas au dernier trimestre. En effet, l'Insee table sur un repli de la croissance du PIB à -0,1% au dernier trimestre.

## Michel Barnier premier ministre et endettement français

Après deux mois d'incertitudes, Emmanuel Macron a finalement nommé Michel Barnier, l'ex-négociateur en chef du Brexit, comme nouveau Premier ministre. Parmi ses priorités, Michel Barnier a inscrit la réforme des retraites, l'immigration et la réduction de la dette publique, se disant soucieux de respecter « le cadre budgétaire ».

Interrogé sur le déficit public abyssal, qui devrait se creuser encore à 5,6 % du PIB cette année, le Premier ministre ne « s'interdit pas une plus grande justice fiscale. Il y en a marre de faire des chèques en blanc sur les générations futures, à propos de l'écologie comme à propos des finances publiques. »

Depuis le gouvernement Barnier a été renversé et Mr Bayrou a été nommé 1<sup>er</sup> ministre.



La BCE n'a pas modifié ses prévisions d'inflation et de croissance de septembre.

Cependant, l'inflation pourrait réaugmenter à court terme à cause de la hausse des salaires mais elle devrait revenir ensuite autour de 2%.

L'institut de Francfort table sur un taux d'inflation de 2,5% en 2024, 2,2% en 2025 et 1,9% en 2026.

Concernant la croissance, cette dernière poussée essentiellement par l'évolution des salaires est estimée à 0,8% en 2024 puis 1,3% en 2025 et 1,5% en 2026.

Les chiffres de croissance ont été légèrement revus à la baisse par rapport aux estimations de juin en raison de la faible demande intérieure.



## LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

### La loi spéciale : chronologie des faits



05/12/2024

#### Démission du Gouvernement

À la suite de la motion de censure du Gouvernement sur le PLFSS (art. 49 alinéa 3 Constitution) et **suspension des débats au Parlement sur les textes financiers.**



20/12/2024

#### Promulgation de la **loi spéciale** (art. 47 Constitution et 45 LOLF)

**09/12/2024** Avis du Conseil d'État relatif à l'interprétation de l'article 45 LOLF (notamment sur l'intégration des prélèvements sur recettes)

**11/12/2024** Dépôt à l'AN du Projet de loi spéciale

**16/12/2024** Adoption par l'Assemblée nationale

**18/12/2024** Adoption par le Sénat

**20/12/2024** Promulgation par le Président de la République



30/12/2024

Promulgation du **décret n°2024-1253** portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics



15/01/2025

Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 au Sénat ; vote prévu le 23 janvier



## PLF 2025 : la création d'un fonds de réserve (article 64 bis)

Afin d'associer les collectivités territoriales à un effort de redressement des finances publiques (comme le prévoit la LPFP 2023-2027), l'article 64 du PLF pour 2025 prévoyait la création d'un nouveau « fonds de réserve » pour les finances locales.

Ce fonds serait abondé par un prélèvement sur le montant des impositions des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics à fiscalité propre dont les dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'euros.

Ce prélèvement serait cependant conditionné au dépassement d'un « solde de référence », déterminé par arrêté du Ministre du budget.

Le « solde de référence » mentionné à l'article 64 du PLF 2025 représenterait le solde prévisionnel des APUL auquel serait retraité le solde des organismes divers d'administration locale.

Pour 2025, ce solde est prévu à -0,2 points de PIB (-1,8 Md€ pour les collectivités) par la LPFP 2023-2027, contre - 0,7 points (-16 Md€ pour les collectivités) prévus dans le projet de loi de finances pour 2025. Ainsi, l'écart de solde est estimé à -14,2 Md€.

Cet écart constaté en fin d'exercice servira à alimenter le fonds de réserve via un prélèvement sur le montant des douzièmes de fiscalité, au plus tard au 31/12/N

Ce prélèvement sera réparti entre les collectivités et les établissements publics au prorata de la somme des ressources nettes perçues par les collectivités et les établissements publics concernés sur l'année N-1.

Il ne pourra excéder 2,0% des RRF du budget principal.

Le Gouvernement a annoncé prendre cette mesure pour que les collectivités contribuent à ramener le déficit à 5,0% du PIB en 2025, alors que celui-ci devrait atteindre 6,1% en 2024. Il s'est engagé à plus long terme de ramener le déficit sous le seuil de 3,0% de PIB en 2029.

Cette contribution des communes représenterait 2,8 milliards d'euros sur les 60 milliards d'euros d'effort annoncé par le Gouvernement

**La commune d'Abbeville ne rentre pas dans ce dispositif pour 2025.**



## Rappel PLF 2025 : le fonds de réserve au PLF (article 64 rejeté, article 64 bis adopté) (1/3)

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT	AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ
<p><b>Montant du prélèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Différence entre le besoin de financement des collectivités locales prévu au PLF n-1 et le besoin de financement constaté la même année</li> <li>Au prorata des recettes fiscales versées par l'intermédiaire du compte d'avances (taxes foncières et d'habitation, TEOM, CFE, IFER, TASCOT, taxe GEMAPI, imposition sur les pylônes, fractions de TVA, TICFE, taxe sur les éoliennes maritimes...)</li> <li>Plafonné à 2 % (1 % pour les départements) des recettes réelles de fonctionnement hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes de personnel liées à la mutualisation des services entre EPCI et communes et, pour les communes de la Métropole du Grand Paris, montants versés à leur EPT au titre du FCCT</li> <li>À l'exclusion des collectivités les plus défavorisées au regard de leur classement pour les dotations de péréquation, ou pour les départements de leur indice de fragilité sociale</li> </ul>	<p><b>Montant du prélèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fixé à 1 Md€</li> <li>Réparti entre les trois catégories (bloc communal ; départements ; régions, CTU et Mayotte) au prorata : <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour moitié, des recettes réelles de fonctionnement (RRF)</li> <li>Pour moitié, du taux d'épargne brute moyen</li> </ul> </li> </ul> <p>Montant du prélèvement du bloc communal réparti en deux moitiés (50 % pour les communes, 50 % pour les EPCI)</p> <p>Montant individuel calculé en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les communes et EPCI : de la population et de l'écart à 1,1 de la moyenne de leur indice synthétique de ressource et de charge (ISRC) associant potentiel financier ou fiscal et revenu par habitant</li> <li>Pour les départements : de leur population et de leur indice de fragilité sociale inférieur à la médiane</li> <li>Pour les régions, CTU et Mayotte : de leur population</li> <li>Plafonné à 2 % des RRF hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes communales de personnel liées à la mutualisation des services avec leur EPCI et, pour les communes de la MGP, montants versés à leur EPT au titre du FCCT</li> </ul>

## Rappel PLF 2025 : le fonds de réserve au PLF (article 64 rejeté, article 64 bis adopté) (2/3)

Type de collectivité	PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT		AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ	
	Nombre de collectivités	Montant global	Nombre de collectivités	Montant global
Communes*	205	603,0 M€	2 389	257,2 M€
EPCI** et EPT	206	511,2 M€	131	239,4 M€
Départements	75	528,1 M€	48	224,3 M€
Régions et CTU	12	529,8 M€	12	279,1 M€

**Rappel PLF 2025 :** le fonds de réserve au PLF (article 64 rejeté, article 64 bis adopté) (3/3)

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT	AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ
<p><b>Modalités de reversement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les trois années suivant le prélèvement, par tiers</li> <li>• Au bénéfice de chacune des collectivités contributrices</li> </ul>	<p><b>Modalités de reversement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les trois années suivant le prélèvement, par tiers</li> <li>• À hauteur de 90 %, au bénéfice de chacune des collectivités contributrices</li> <li>• À hauteur de 10 %, au bénéfice de chacun des fonds de péréquation « horizontaux » (FPIC, Fonds DMTO, Fonds de solidarité des ressources régionales)</li> </ul>

**LA DGF DU BLOC COMMUNAL - (PLF INITIAL)**

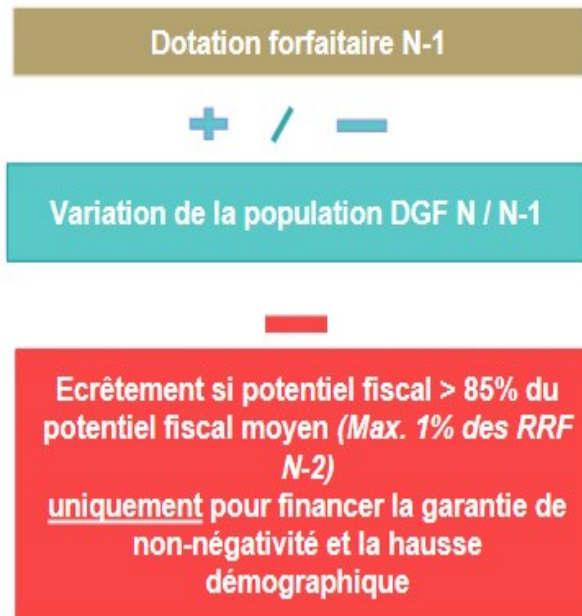
L'article 29 du PLF 2025 intègre une quasi-stabilisation des prélèvements sur recettes au profit de la dotation globale de fonctionnement. L'enveloppe passe ainsi de 27 245 046 362 € en 2024 à 27 244 686 833 € en 2025.

Au sein de cette enveloppe, 380 M€ d'abondement serviront à financer, comme en 2024, la progression de 290 M€ des dotations de péréquation verticale des communes (DSR et DSU) ainsi que celle de la Dotation d'Intercommunalité (DI) des EPCI à hauteur de 90 M€.

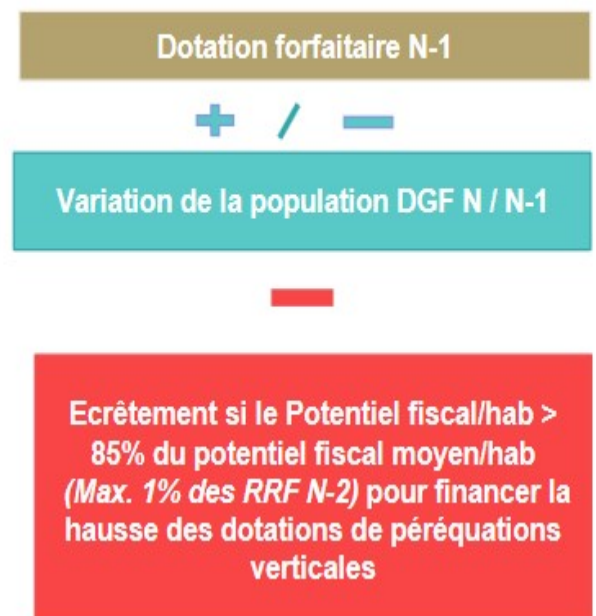
Pour 2025, le Gouvernement propose un retour à une enveloppe d'écrêtement classique (écrêtement « supprimé » totalement en 2023 et partiel en 2024).

**Cet élément est prévu à l'article 61 du Projet de Loi de Finances pour 2025.**

### Rappel du mode de calcul en 2024 :



### Reprise du calcul avec écrêtement en 2025 :



**Autre scénario : Même montant que notification DGCL 2024 avec la loi Spéciale (sans écrêtement)**

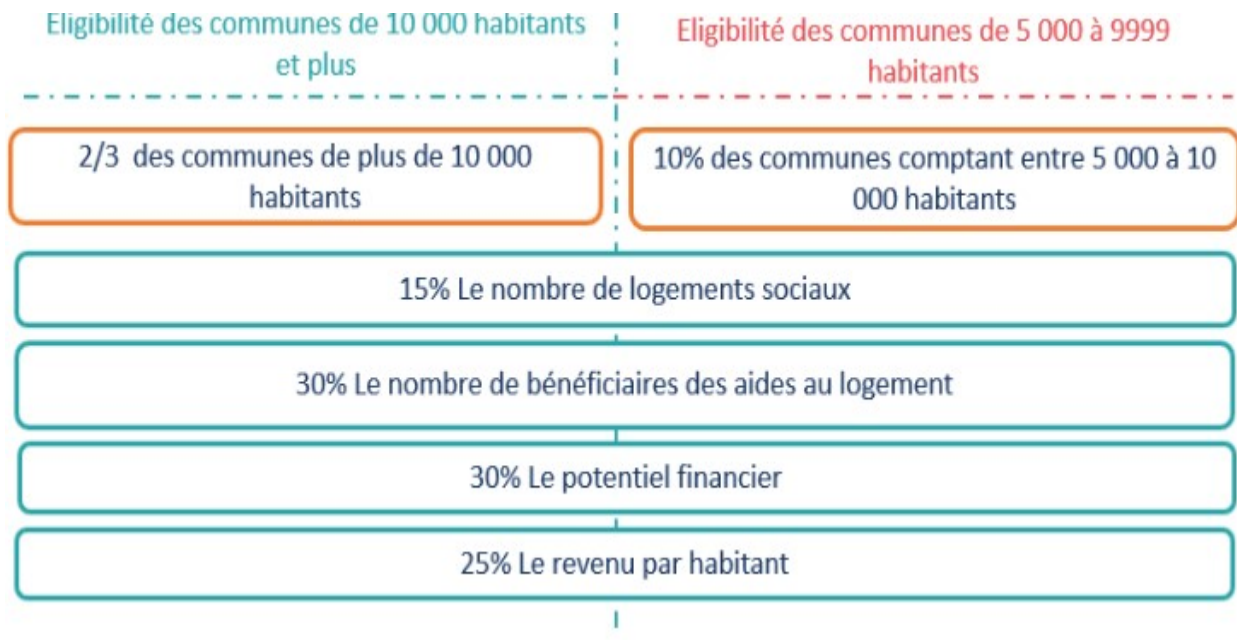
Avec la Loi spéciale pour 2025 : la DGF 2025 est égale à la DGF 2024 (versement par 12<sup>ème</sup> de fiscalité sur la base des montants de 2024).

### **LA DSU DU BLOC COMMUNAL**

En 2024, l'abondement de l'enveloppe de DSU était initialement fixé à 140 M€. Le Comité des finances locales a finalement décidé « d'ajouter » 10 M€ supplémentaire à cette enveloppe, la portant ainsi à 150 M€.

Pour 2025, le PLF prévoit un abondement de la DSU à hauteur de 140 M€

Pour ce qui concerne la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine), les critères d'éligibilité à cette dotation ne sont pas impactés par le PLF 2025 :



**Il ne prévoit pas non plus de modification de la garantie de sortie de la DSU :**

Garantie de droit commun	50% de N-1 en 2025 0€ en 2026
Garantie pour perte d'éligibilité liée à la population qui passe sous le seuil des 5 000 habitants	Mécanisme sur 9 ans : 90% en 2025 puis -1/10 <sup>ème</sup> chaque année
Garantie pour perte d'éligibilité liée au passage en FPU de l'EPCI	Mécanisme sur 5 ans : 90% en 2025 puis -1/5 <sup>ème</sup> chaque année
Garantie pour les communes nouvelles	100% des montants perçus par les anciennes communes pendant 2 ans

**LA DNP DU BLOC COMMUNAL**

L'enveloppe de la DNP (Dotation Nationale de Péréquation) serait stable en 2025. Il en est de même pour les critères d'éligibilité à la partie « principale » et à la partie « majoration » de cette dotation.

Rappel des règles d'éligibilité à la partie principale de la DNP :

CODE	ELIGIBILITE
Code 1	Potentiel financier/ hab. < 105% de la moyenne de la strate _Effort fiscal > moyenne de la strate
Code 2	Potentiel financier / hab.< 105% de la moyenne de la strate _Effort fiscal / 85% à 100% de la moyenne de la strate
Code 3	Potentiel financier / hab.< 105% de la moyenne de la strate _Taux de CFE > aux taux plafond national de 53%
Code 6	Communes de 10 000 hab ou + Potentiel financier/hab < 85% de la moyenne de strate _Effort fiscal > 85% de la moyenne de la strate

Afin d'être éligible à la partie majoration, la commune concernée doit respecter les trois conditions cumulatives suivantes :

- Être éligible à la partie principale ;
- Compter moins de 200 000 habitants ;
- Avoir des produits post réforme de la taxe professionnelle (TP) inférieurs à 15% par rapport à la moyenne constatée sur la strate d'appartenance de la commune

La LF 2024 a instauré une garantie de sortie pour la partie majoration, à hauteur de 50% du montant perçu sur l'exercice N-1.

	Part Principale	Part Majoration
Garantie de droit commun	50% de N-1 en 2024 0€ en 2025	50% de N-1 en 2024 0€ en 2025
Encadrement de l'évolution	90% - 120%	90% - 120%

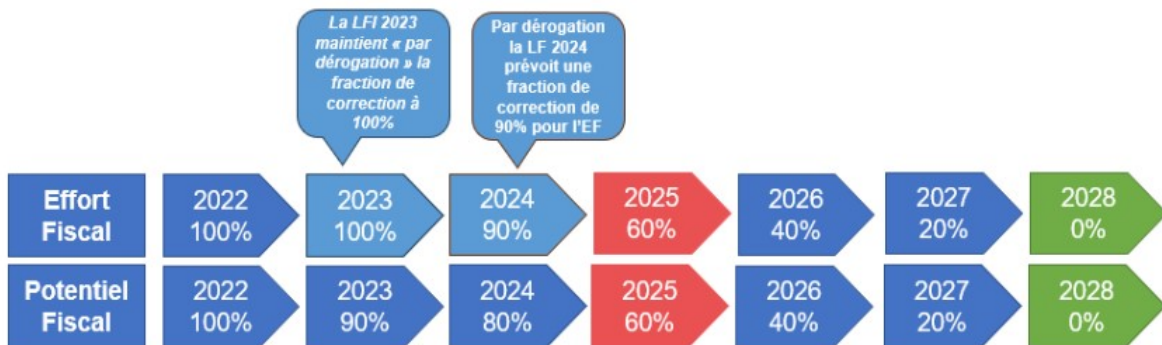
**Autre scénario : Même montant que notification DGCL 2024 avec la loi Spéciale (sans écrêtement)**

## LA REFORME DES INDICATEURS FINANCIERS

Pour rappel, la Loi de Finances pour 2022 a prévu la mise en place d'une « fraction de correction » qui a neutralisé les effets de la réforme des indicateurs financiers.

Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via une fraction de correction qui viendra neutraliser tout ou partie de la réforme.

Cela s'appliquera comme suit :



Si la fraction de correction devait initialement s'appliquer de 2023 à 2028 pour l'effort fiscal comme pour le potentiel fiscal, la LF 2023 a intégré un maintien de la fraction de correction à 100% pour l'effort fiscal en 2023. En effet, le Comité des Finances Locales avait recommandé cette mesure afin de laisser du temps à de futures réflexions pour remplacer l'effort fiscal par un indicateur plus représentatif de la richesse fiscale de la commune.

La LF 2024 a prévu « par dérogation » l'application de la fraction de correction à hauteur de 90% pour l'effort fiscal, contre 80% prévu dans le texte de la LF 2022. La fraction de correction de l'effort fiscal devrait, à partir de l'année 2025, suivre le schéma initial.

Le PLF pour 2025 ne prévoit pas à ce stade de modification dérogatoire.

## LE COEFFICIENT DE REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES FISCALES POUR 2025

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

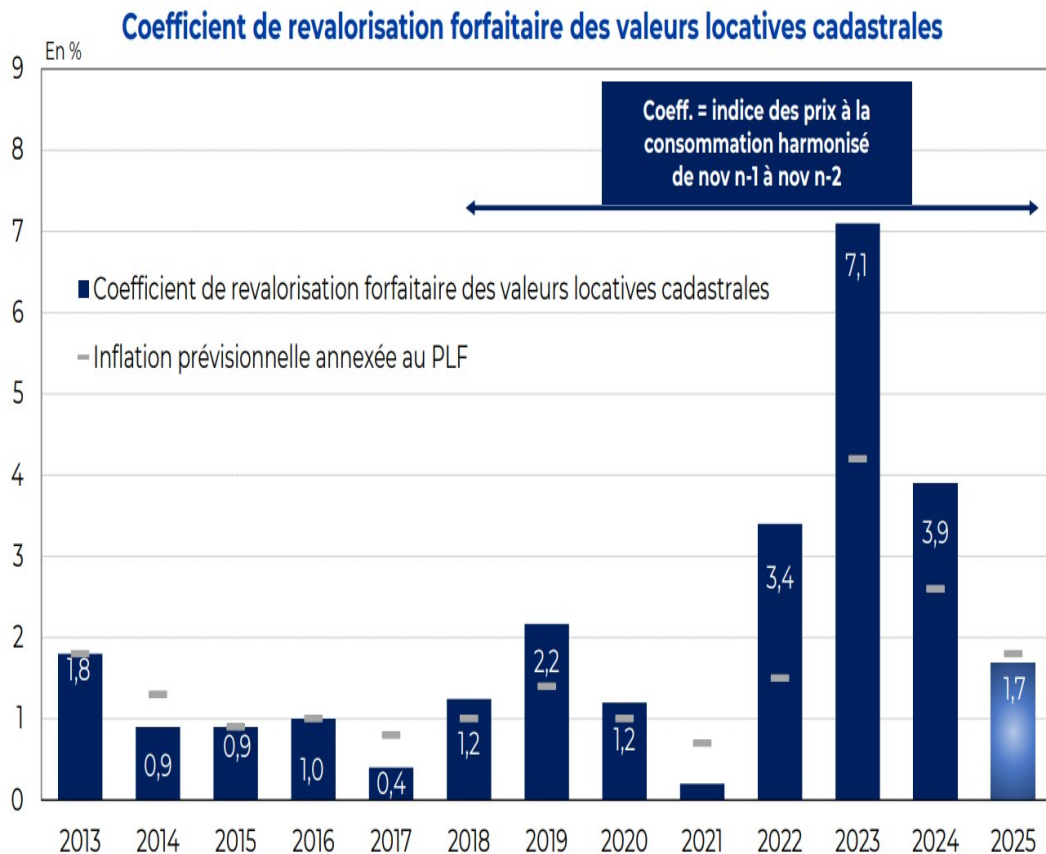
Encore de + 2,19% en août 2024, l'IPCH a reculé en septembre 2024 à +1,44% avant de remonter en octobre à +1,58%, pour finalement s'établir sur le mois de novembre 2024 à +1,7%.

**Ainsi, après une progression forfaitaire des bases dynamique de +3,9% en 2024, le coefficient qui serait appliqué en 2025 s'élèverait à 1,0168, soit une augmentation des bases de +1,7%.**

Ces prévisions sont à appliquer sur les bases en N+1.

Toutefois, ces prévisions s'appliquent uniquement sur les bases d'habitation et de locaux industriels (et non sur les bases dites professionnelles et commerciales).

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Source : [Insee](https://www.insee.fr)

## LES DOTATIONS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - (PLF INITIAL)

Le PLF initial prévoit une diminution ciblée du soutien à l'investissement.

Le fonds vert est la principale « victime » de la diminution du soutien apporté à l'investissement des collectivités par l'Etat. La diminution de cette ressource au PLF 2025 ne vient cependant que pérenniser une action déjà mise en place sur l'année 2024.

En effet, la LF 2024 avait ouvert 2,50 Md€ mais les crédits de paiement ne se sont matérialisés qu'à hauteur de 1 Md€.

Le PLF 2025 vient consacrer cette baisse en actant une autorisation d'engagement d'uniquement 1 Md€ pour 2025.

	Rappel de l'enveloppe 2024	Enveloppe 2025	Eligibilité	Objet
Fonds vert	2,5 Mds€	1 Mds€	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	<b>En priorité la rénovation des écoles</b> Toute action renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches).

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites pour un montant de 2 Mds€ réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, DETR, DPV et DSID).

### Récapitulatif des enveloppes :

	PLF 2025
DSIL	570 M€
DETR	1,046 Mds€
DPV	150 M€
DSID	212 M€



## Les conditions d'éligibilité aux différentes dotations :

	DSIL	DPV	DETR	DSID
<i>Éligibilité</i>	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains	Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate	Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier
<i>Objet</i>	Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes ; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants	Éducation, culture ; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social...	Économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics	Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural
<i>Attribution</i>	Par le préfet de région	Par le préfet de département	Par le préfet de département	Par le préfet de région

Aucune nouvelle décision d'attribution de DETR / DSIL / DSID ne peut intervenir en l'absence de loi de finances votée « en bonne et due forme »

Par ailleurs, Mr Rebsamen, Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, a déclaré devant les Sénateurs en amont de l'examen des amendements du PLF 2025 qu'il proposera une « baisse limitée des dotations d'investissement, en préservant la DETR ».

### **FCTVA (PLF INITIAL)**

## Un taux de FCTVA abaissé de – 10%

L'article 30 du PLF 2025 apporte deux modifications d'ampleur sur le FCTVA. Tout d'abord, le taux de FCTVA est diminué de 10%, il s'établirait à 14,85% contre 16,404% actuellement, pour les attributions de FCTVA dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Pour les communes qui perçoivent le FCTVA en décalage, il faudra établir le nouveau taux de 14,85% sur les dépenses d'investissement 2023 si perception du FCTVA en N+2 et en 2024 si perception du FCTVA en N+1

Année de la dépense d'équipement	2023	2024	2025
<b>N</b>	16,404%	16,404%	14,85%
<b>N+1</b>	16,404%	14,85%	14,85%
<b>N+2</b>	14,85%	14,85%	14,85%

## **Fin de l'éligibilité au FCTVA pour les dépenses de fonctionnement**

Le FCTVA serait également recentré uniquement sur les dépenses d'investissement et non plus sur les dépenses de fonctionnement comme prévu initialement.

Seules les dépenses de fonctionnement liées à l'informatique en nuage sont encore éligibles au FCTVA avec un taux de 5,6% pour les dépenses faites jusqu'en 2024.

**La mesure prévoyant une baisse du taux de remboursement du FCTVA et la suppression des dépenses de fonctionnement de l'assiette d'éligibilité devrait être supprimée.**

## **FINANCEMENT CLIMAT DES COLLECTIVITES**

Les collectivités territoriales ont un rôle majeur à jouer pour l'atteinte des objectifs de neutralité carbone de la France à 2050, inscrits dans la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC). Du fait de leur patrimoine et de leurs compétences, elles doivent porter de nombreux investissements climat, mettre en place des stratégies et plans d'action, et déployer des actions d'animation des acteurs de leur territoire.

Si les leviers pour décarboner les territoires sont de mieux en mieux connus, le volet économique de l'action en faveur du climat à l'échelle locale reste quant à lui relativement inexploré :

les communes, intercommunalités, départements et régions, à supposer qu'ils le veuillent, sont-ils en capacité de réaliser leurs investissements à hauteur des besoins tels qu'ils découlent des documents de planification écologique de l'État lui-même ?

Plusieurs débats sont actuellement en mouvement :

- celui du financement de la transition bas-carbone, et de la répartition de l'effort entre acteurs publics et privés, et, au sein du secteur public, entre État et les administrations locales ;
- celui du pilotage national des finances locales, qui dorénavant, à l'image de celui de l'ensemble des comptes publics, doit tenir compte de façon systématique de l'urgence climatique et de ses impacts budgétaires ;
- celui de la nature du dialogue État/Collectivités et de son évolution, notamment dans le cadre de la « territorialisation de la planification écologique » entamée depuis quelques mois, et à laquelle il manque encore un volet financement.

L'ensemble de ces leviers doit être mobilisé simultanément grâce à une action commune de l'État et des collectivités :

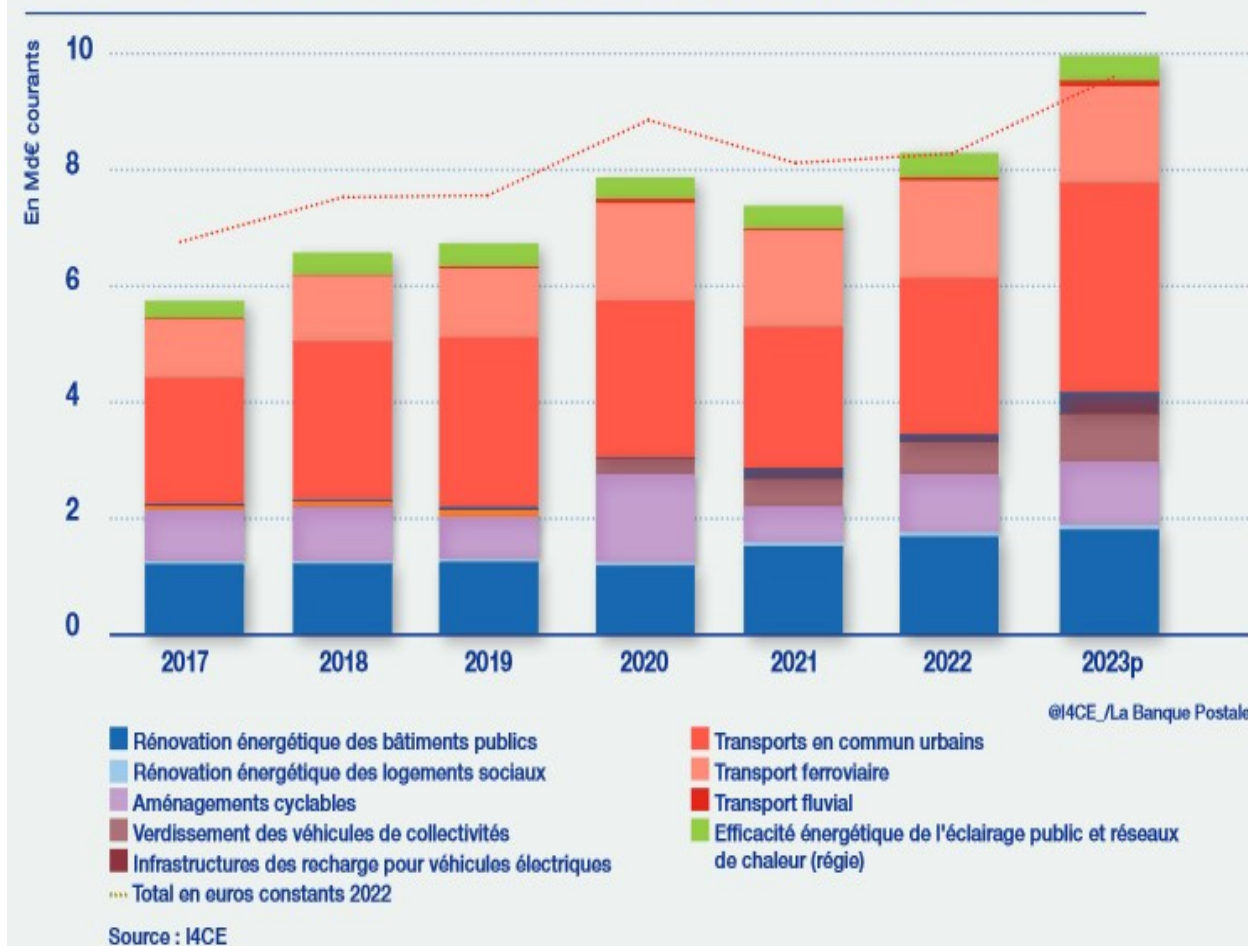
1 Les collectivités locales doivent dès aujourd'hui accélérer la redirection de leurs investissements, à travers des arbitrages politiques et budgétaires en faveur du climat et au détriment d'autres équipements.

2 Le recours accru à l'emprunt pour financer les investissements en faveur du climat est également un levier incontournable. L'encours de dette des collectivités augmente à horizon 2030 dans toutes nos hypothèses. La mobilisation de ce levier de financement nécessite un alignement d'action entre les collectivités (choix d'emprunter quand elles le peuvent), l'État (signaux favorables) et les institutions financières (disponibilité du crédit).

3 Les ressources propres, principalement liées à la fiscalité locale, aux tarifs et aux cessions d'immobilisation doivent être mobilisées plus fortement pour financer les investissements en faveur du climat. Leur potentiel est cependant difficile à estimer à l'échelle nationale, ces leviers n'étant pas mobilisables de la même manière par l'ensemble des collectivités. Ce potentiel dépend ainsi fortement des contextes économiques et politiques locaux.

4 Le soutien de l'État par les dotations doit être rendu plus stable et prévisible dans le temps. La création du Fonds vert puis son augmentation ont envoyé un signal positif au monde local sur la priorité donnée aux projets contribuant favorablement à des politiques climatiques. Il appartient maintenant à l'État de stabiliser cet instrument dans un contexte d'incertitudes, et de le rendre plus prévisible pour les décideurs locaux.

**FIGURE 6 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS EN FAVEUR DU CLIMAT, PAR SECTEUR EN EUROS COURANTS**



## LES BESOINS D'INVESTISSEMENT CLIMAT DES COLLECTIVITÉS LOCALES À HORIZON 2030

Les besoins d'investissement climat des collectivités dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie sont estimés à 19 Md€ au minimum, par an et en moyenne sur la période 2024-2030. Cela représente près de 11 Md€ d'investissements supplémentaires chaque année, soit plus qu'un doublement par rapport à 2022 (+130 %).

Ces besoins constituent un minimum : l'estimation ne porte que sur les secteurs des bâtiments, des transports et de l'énergie. Elle concerne dix postes clés d'investissement des collectivités dans ces secteurs, dont l'évolution est détaillée dans la section suivante. En revanche, elle ne couvre pas les besoins dans l'ensemble des secteurs de la planification écologique. Pour rappel, les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité, des déchets, de l'eau et de l'assainissement ne sont pas inclus. De plus, le périmètre se concentre sur les politiques d'atténuation et n'englobe pas les besoins liés à l'adaptation au changement climatique. Les possibles financements des collectivités pour soutenir les projets

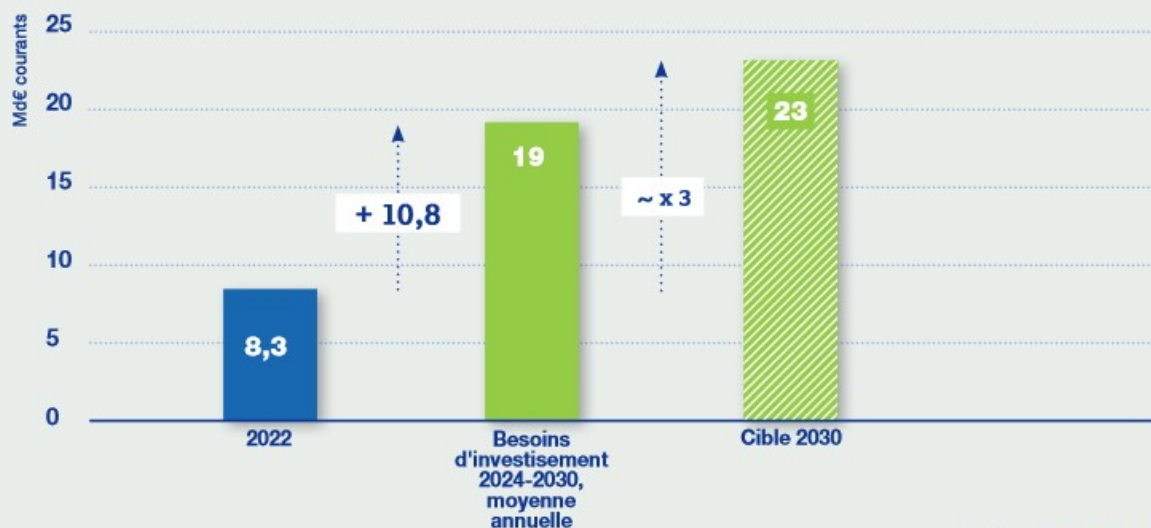
d'investissement en faveur du climat des ménages et des entreprises, comme la rénovation énergétique d'un bâtiment ou l'acquisition d'un véhicule électrique, ne sont pas inclus non plus.

Près de la moitié des besoins d'investissement estimés dans la présente étude (49 %, soit 9,4 Md€) concernent le renouvellement, la modernisation et le développement des infrastructures de report modal. Les collectivités locales doivent notamment investir plus en tant que porteur de projet dans le réseau cyclable.

L'autre moitié des besoins d'investissement concerne la décarbonation du patrimoine et des équipements des collectivités locales (44 %, soit 8,3 Md€) à travers la rénovation énergétique de leurs bâtiments, la modernisation des équipements d'éclairage public et le verdissement de leur flotte de véhicules. Enfin, une partie des besoins d'investissement (7 %, soit 1,4 Md€) proviennent de services publics locaux ou de compétences déléguées par l'État, comme le développement des réseaux de chaleur, des infrastructures de recharge électrique ou le soutien à la rénovation des logements sociaux.

Des marges de manœuvre existent cependant pour réduire le besoin de financement climat des collectivités locales, via l'augmentation de certaines recettes ou la réduction de certaines dépenses. Leurs dépenses d'investissement pourraient ainsi être plus ou moins financées par un soutien de l'État, un recours accru aux CEE et à d'autres instruments financiers sectoriels.

**FIGURE 7 : INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT SUR 2024-2030, DANS LES BÂTIMENTS, LES TRANSPORTS ET L'ÉNERGIE**



Note méthodologique : Les besoins d'investissement sont exprimés en euros courants dans l'objectif de mieux refléter les montants tels qu'ils pourraient être inscrits dans les budgets des collectivités. Cependant, cette approche rend les estimations plus sensibles aux hypothèses d'inflation retenues. Celles-ci s'appuient sur les prévisions du déflateur du PIB données par la Banque de France (cf. Annexe 2).

Source : I4CE.



Envoyé en préfecture le 26/02/2025

Reçu en préfecture le 26/02/2025

Publié le



ID : 080-21800016-20250224-DL2025\_017-DE

# ***BUDGET PRINCIPAL***

## I) Les recettes de fonctionnement 2024-2028

	Rétrospective	Prospective				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
<b>Atténuation de charges (chap 013)</b>	<b>251 394</b>	<b>268 639</b>	<b>275 000</b>	<b>275 000</b>	<b>275 000</b>	<b>275 000</b>
AUTRES REDEVANCES - ORANGE	7 979	16 016	16 500	16 500	16 500	16 500
CHARGES LOCATIVES ST GILLES LA POSTE	70 150	60 466	62 000	62 000	62 000	62 000
CONCESSIONS TAXES	73 734	66 573	70 000	70 000	70 000	70 000
ENTREES MUSEE - PATRIMOINE	2 863	4 144	0	0	0	0
FOYERS MUNICIPAUX	102 058	89 532	90 000	90 000	90 000	90 000
MISE A DISPO PERSO BUDGETS ANNEXES	0	104 671	105 000	105 000	105 000	105 000
RBT FRAIS CABS - COMMUNICATION COURRIER	57 870	40 844	40 000	40 000	40 000	40 000
RBT FRAIS CCAS - AFFRANCHISSEMENT	15 562	16 282	16 500	16 500	16 500	16 500
REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	49 815	51 518	50 000	50 000	50 000	50 000
Rbt Frais de personnel CABS	134 466	164 458	165 000	165 000	165 000	165 000
Autres	35 861	44 247	45 000	45 000	45 000	45 000
<b>Produits des services (chap 70)</b>	<b>550 358</b>	<b>658 751</b>	<b>660 000</b>	<b>660 000</b>	<b>660 000</b>	<b>660 000</b>
Produit des taxes directes	14 216 330	14 705 905	14 851 872	15 076 259	15 304 011	15 535 180
Rôles supplémentaires	626	10 462	5 000	5 000	5 000	5 000
Surtaxe sur les logements vacants	160 074	214 412	265 000	315 000	365 000	415 000
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>14 377 030</b>	<b>14 930 779</b>	<b>15 121 872</b>	<b>15 396 259</b>	<b>15 674 011</b>	<b>15 955 180</b>
FPIC (art 73223)	203 608	226 010	220 000	220 000	220 000	220 000
DROITS DE PLACE FOIRE ET FRITERIES	38 507	41 048	42 000	42 000	42 000	42 000
Autres	50 732	53 386	55 000	55 000	55 000	55 000
<b>Taxes pour utilisation des services publics et du domaine (art 733 hors 7331)</b>	<b>89 239</b>	<b>94 434</b>	<b>97 000</b>	<b>97 000</b>	<b>97 000</b>	<b>97 000</b>
Impôts sur les spectacles	2 061	2 061	2 050	2 050	2 050	2 050
Taxe additionnelle aux droits de mutation	611 629	659 099	650 000	650 000	650 000	650 000
RBT TAXES FONCIERES	67 384	50 643	55 000	55 000	55 000	55 000
<b>Autres taxes (Autres articles chap 73)</b>	<b>67 384</b>	<b>50 643</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>
<b>Impôts et taxes (chap 73)</b>	<b>15 350 950</b>	<b>15 963 026</b>	<b>16 145 922</b>	<b>16 420 309</b>	<b>16 698 061</b>	<b>16 979 230</b>
DGF, dotation forfaitaire	3 583 994	3 555 956	3 550 000	3 550 000	3 550 000	3 550 000
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale	4 634 666	4 854 822	5 050 000	5 176 250	5 305 656	5 438 298
Dotation nationale de péréquation	769 337	778 136	778 000	778 000	778 000	778 000
FCTVA	86 023	115 230	50 000	50 000	50 000	50 000
CABS - Travaux UAA	356	0	0	0	0	0
Département	263 808	246 522	250 000	250 000	250 000	250 000
ETAT - Contrats Aidés	1 367 942	1 311 531	1 315 000	1 315 000	1 315 000	1 315 000
Etat - Autres	99 432	49 351	50 000	50 000	50 000	50 000
FSE - Chantiers Insertion	126 000	71 496	70 000	70 000	70 000	70 000
Fondation du Patrimoine - Brasserie du Carmel	0	0	41 806	0	0	0
La Poste - Agence postale communale	29 088	30 240	30 240	30 240	30 240	30 240
Région - Autres	3 000	0	0	0	0	0
Région - Résidence d'écrivain	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Région - Salon du Livre	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Autres	34 621	39 983	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>Participations (art 747)</b>	<b>1 931 247</b>	<b>1 756 123</b>	<b>1 814 046</b>	<b>1 772 240</b>	<b>1 772 240</b>	<b>1 772 240</b>
Compensations TFB Locaux industriels	1 265 415	985 138	1 010 000	1 010 000	1 010 000	1 010 000
Compensations fiscales	274 316	616 861	625 000	625 000	625 000	625 000
FILET DE SECURITE	532 723	0	0	0	0	0
<b>Dotations (chap 74)</b>	<b>13 077 721</b>	<b>12 662 266</b>	<b>12 877 046</b>	<b>12 961 490</b>	<b>13 090 896</b>	<b>13 223 538</b>
<b>Autres produits de gestion courante (chap 75)</b>	<b>394 823</b>	<b>476 020</b>	<b>450 000</b>	<b>450 000</b>	<b>450 000</b>	<b>450 000</b>
<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>29 625 247</b>	<b>30 028 702</b>	<b>30 407 968</b>	<b>30 766 799</b>	<b>31 173 957</b>	<b>31 587 768</b>
<b>Produits financiers (chap 76)</b>	<b>155 917</b>	<b>155 917</b>	<b>155 917</b>	<b>155 917</b>	<b>155 917</b>	<b>155 917</b>
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	48 650	151 653	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>Produits spécifiques (chap 77 hors 775)</b>	<b>31 531</b>	<b>3 961</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Reprises sur provisions (chap 78 mvt réel)	0	2 924	3 000	3 000	3 000	3 000
<b>Autres recettes d'exploitation</b>	<b>236 099</b>	<b>314 455</b>	<b>213 917</b>	<b>213 917</b>	<b>213 917</b>	<b>213 917</b>
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>29 861 345</b>	<b>30 343 157</b>	<b>30 621 885</b>	<b>30 980 716</b>	<b>31 387 874</b>	<b>31 801 685</b>



## **Structure des recettes réelles de fonctionnement 2024**

**Les contributions directes (fiscalité) sur l'exercice 2024** représentent près de **49 %** et constituent le principal poste de recettes. Pour 2025, et sans action sur les taux, les bases évolueront du fait du coefficient de revalorisation forfaitaire (pour rappel, **3,9 % en 2024 et prévision de 1,7 % en 2025**).

**Les dotations et participations** représentent **42 %** pour la commune.

Sur la période 2025-2028, le produit fiscal de la commune devrait augmenter d'environ **833 308 €**. Cette évolution est uniquement liée à l'effet base (revalorisation forfaitaire + variation physique).

Les produits des services quant à eux ont connu une augmentation globale de **19,70 %** en 2024 qui a principalement concerné les encaissements relatifs à la refacturation de la mise à disposition du personnel à la CABS ainsi qu'aux recettes concernant le reversement des salaires et charges des budgets annexes (Eau, Assainissement et Scènes).

Les autres recettes comprennent notamment les loyers et les redevances des concessionnaires, les atténuations de charges, les produits financiers et les autres produits de gestion courante (indemnités d'assurance, libéralités reçues...).

Enfin, les chiffres du dernier recensement communiqué par l'INSEE indiquent une diminution de la population de 204 habitants. Cette variation reste la variable d'ajustement en ce qui concerne la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

## **Structure des recettes réelles de fonctionnement 2025**

Les recettes de fonctionnement permettent de financer l'ensemble des services publics locaux. Les disparités individuelles résultent de situations géographiques et démographiques, économiques et sociales, très disparates selon les territoires.

La dotation globale de fonctionnement est la principale dotation versée par l'Etat aux communes. Elle est répartie en fonction d'indicateurs de ressources et de charges propres à chaque collectivité.

En complément du produit des impôts locaux (taxes foncières, cotisation foncière des entreprises...), elle finance les services publics locaux. Près de 30 % de l'enveloppe globale est destinée à la péréquation (dotation de solidarité urbaine pour la Ville d'Abbeville) et contribue à atténuer les disparités.

Les recettes réelles de fonctionnement regroupent le produit des impôts locaux, les dotations de l'Etat, les subventions provenant d'autres collectivités, et les recettes de différents services publics (bibliothèques, équipements sportifs...). Le montant est très différent selon les catégories de collectivités (communes, intercommunalités, conseils départementaux) en raison de la nature des compétences exercées et du niveau des recettes transférées via la décentralisation. Les disparités individuelles sont principalement le reflet de la répartition des bases de fiscalité locale sur l'ensemble du territoire, en particulier la valeur locative des habitations et la nature des activités économiques.

### **Les hypothèses d'estimation des principales recettes de fonctionnement pour le budget 2025 sont :**

**-La poursuite d'une politique de stabilité de la fiscalité directe** (évolution des bases fiscales des taxes ménages pour 2024 **(et non des taux)**)

**-La stabilité des dotations de l'Etat** : les composantes « dotation forfaitaire » de la DGF de la Ville et « dotation de solidarité urbaine » devraient rester stables.

Pour 2025, la prévision serait de 3 550 000 € pour la DGF et 5 050 000 € pour la DSU.

## Présentation synthétique BP 2025 Provisoire – Recettes

		2024	2025	Variation en %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	240 000,00	225 000,00	-6,25%
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	557 500,00	656 500,00	17,76%
73	IMPOTS ET TAXES	15 878 740,00	15 949 940,00	0,45%
	<i>Fiscalité directe locale</i>	14 925 000,00	15 000 000,00	0,50%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 534 568,00	12 822 074,00	2,29%
	<i>DGF</i>	3 580 000,00	3 550 000,00	-0,84%
	<i>DSU</i>	4 755 000,00	5 050 000,00	6,20%
	<i>Compensations TH, TF</i>	1 305 000,00	1 325 000,00	1,53%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	323 550,00	339 702,00	4,99%
76	PRODUITS FINANCIERS	156 000,00	156 000,00	
	<i>Fonds de soutien des emprunts à risque</i>	156 000,00	156 000,00	
77	PRODUITS SPECIFIQUES	1 000,00	1 000,00	
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00	500,00	
	<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>	<b>29 691 358,00</b>	<b>30 150 716,00</b>	<b>1,55%</b>
042	OPERATIONS D'ORDRE	45 000,00	50 000,00	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 874 583,44	2 343 310,32	
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>31 610 941,44</b>	<b>32 544 026,32</b>	<b>2,95%</b>

## Fiscalité directe locale

Fiscalité directe locale	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Bases nettes (en €)</b>								
Taxe Habitation	25 085 197	25 159 354	25 978 800	26 569 582	1 428 906	1 300 975	1 869 090	1 497 103
Taxe Foncier bâti	22 722 890	23 171 427	24 037 764	24 591 607	23 613 058	24 452 432	25 834 512	26 848 290
Taxe Foncier non bâti	157 826	154 144	152 995	153 763	154 571	159 646	171 021	177 681

Taux								
TH	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%
TFB	34,32%	34,32%	34,32%	34,32%	59,86%	59,86%	59,86%	59,86%
TFNB	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%

Produit (en €)								
TH	4 166 651	4 178 969	4 315 079	4 413 142	399 537	343 368	470 434	463 031
En €/hab.	172	175	181	189	17	15	20	20
TFB	7 798 496	7 952 434	8 249 761	8 437 830	14 120 037	14 623 614	15 454 735	16 067 036
					<b>12 612 730</b>	<b>13 072 516</b>	<b>13 813 837</b>	<b>14 361 205</b>
En €/hab.	322	332	346	361	607	559	592	624
TFNB	84 721	82 744	82 128	82 540	82 974	85 698	91 804	95 379
En €/hab.	3	3	3	4	4	4	4	4

AVANT COEFFICIENT CORRECTEUR  
APRES COEFFICIENT CORRECTEUR

<b>TOTAL produits 3 taxes (en €)</b>	<b>12 049 868</b>	<b>12 214 147</b>	<b>12 646 967</b>	<b>12 933 511</b>	<b>13 095 241</b>	<b>13 501 582</b>	<b>14 376 075</b>	<b>14 919 615</b>
Evolution du produit en %		1,36%	3,54%	2,27%	3,54%	4,39%	9,78%	10,50%
Rôle supp	27 252	65 902	44 616	14 589	37 706	6 509	626	7 269
AC	-457 062	-3 016 608	-2 755 580	-3 750 907	-3 750 908	-3 750 907	-3 376 003	-3 185 491
<b>Total fiscalité (en €)</b>	<b>11 620 058</b>	<b>9 263 441</b>	<b>9 936 003</b>	<b>9 197 193</b>	<b>9 382 039</b>	<b>9 757 184</b>	<b>11 000 698</b>	<b>11 741 393</b>
Pop. INSEE au 01/01	24 225	23 932	23 867	23 358	23 246	23 390	23 318	23 001
Total/hab	480	387	416	394	404	417	472	510

Source DGFIP Etat 1288 M

## Répartition de la fiscalité locale sur le territoire communal

Fiscalité directe locale	Commune			EPCI			Département		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Taxe Habitation	343 368	470 434	463 031	191 984	286 258	228 414			
Taxe Foncier Bâti	13 072 516	13 813 837	14 361 205	752 224	784 614	801 754			
Taxe Foncier non Bâti	85 698	91 804	95 379	10 600	11 476	12 047			
TAFNB				17 408	18 753	19 494			
CFE				2 247 917	2 321 101	2 417 477			
DCRTP									
Garantie Individuelle de Ressources				883 753	883 753	883 753			
CVAE				1 836 763			1 628 850		
IFER				68 610	72 738	75 481	19 565	20 995	21 982
TEOM				3 614 768	3 820 983	3 956 990			
TASCOM				655 232	679 258	734 367			
GEMAPI				521 638	515 468	720 658			
<b>Total</b>	<b>13 501 582</b>	<b>14 376 075</b>	<b>14 919 615</b>	<b>10 800 897</b>	<b>9 394 402</b>	<b>9 850 435</b>	<b>1 648 415</b>	<b>20 995</b>	<b>21 982</b>

**Produit total de la fiscalité locale sur le territoire communal en 2024  
 (24 792 032 €)**

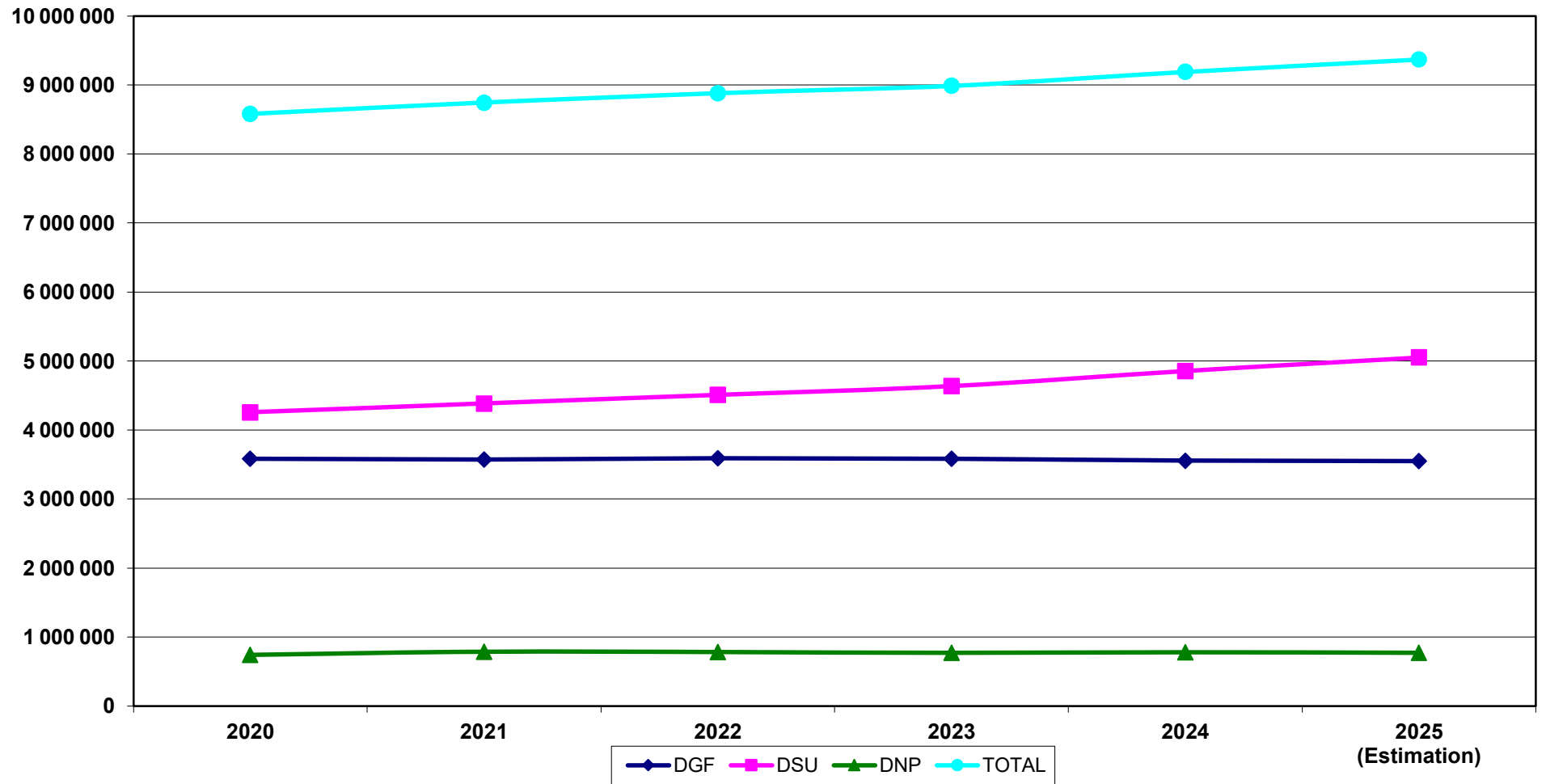
## Les Dotations

## EVOLUTION DES DOTATIONS DEPUIS 2020

	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Estimation)	Evolution moyenne 2020-2025
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	<b>3 584 089</b>	<b>3 572 655</b>	<b>3 591 197</b>	<b>3 583 994</b>	<b>3 555 956</b>	<b>3 550 000</b>	<b>-0,19%</b>
Variation en valeur		-11 434	18 542	-7 203	-28 038	-5 956	
Variation en pourcentage		-0,32%	0,52%	-0,20%	-0,78%	-0,17%	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE</b>	<b>4 255 502</b>	<b>4 383 622</b>	<b>4 507 891</b>	<b>4 634 666</b>	<b>4 854 822</b>	<b>5 050 000</b>	<b>3,48%</b>
Variation en valeur		128 120	124 269	126 775	220 156	195 178	
Variation en pourcentage		3,01%	2,83%	2,81%	4,75%	4,02%	
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>741 715</b>	<b>787 192</b>	<b>782 572</b>	<b>769 337</b>	<b>778 136</b>	<b>770 000</b>	<b>0,75%</b>
Variation en valeur		45 477	-4 620	-13 235	8 799	-8 136	
Variation en pourcentage		6,13%	-0,59%	-1,69%	1,14%	-1,05%	
<b>TOTAL DGF</b>	<b>8 581 306</b>	<b>8 743 469</b>	<b>8 881 660</b>	<b>8 987 997</b>	<b>9 188 914</b>	<b>9 370 000</b>	<b>1,77%</b>
Variation en valeur		162 163	138 191	106 337	200 917	181 086	
Variation en pourcentage		1,85%	1,56%	1,18%	2,19%	1,93%	



### EVOLUTION DES DOTATIONS D. G. F. - D. S. U. - D. N. P.



## II) Les dépenses de fonctionnement 2024-2028

	Rétrospective	Prospective				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	1 821 580	1 943 224	1 982 088	2 021 730	2 062 165	2 103 408
61 Services extérieurs	3 462 135	3 521 483	3 591 913	3 663 751	3 737 026	3 811 766
62 Autres services extérieurs	369 562	428 480	428 480	428 480	428 480	428 480
Taxes Foncières	110 183	105 898	110 000	110 000	110 000	110 000
Autres	19 427	23 722	20 000	20 000	20 000	20 000
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>5 782 887</b>	<b>6 022 807</b>	<b>6 132 481</b>	<b>6 243 961</b>	<b>6 357 671</b>	<b>6 473 654</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>13 813 158</b>	<b>14 316 468</b>	<b>14 602 797</b>	<b>14 894 853</b>	<b>15 192 750</b>	<b>15 496 605</b>
Autres	20 612	3 878	5 000	5 000	5 000	5 000
Attribution de compensation	3 376 004	3 185 491	3 185 491	3 185 491	3 185 491	3 185 491
<b>Atténuation de produit (chap 014)</b>	<b>3 396 616</b>	<b>3 189 369</b>	<b>3 190 491</b>	<b>3 190 491</b>	<b>3 190 491</b>	<b>3 190 491</b>
CCAS	1 210 000	1 214 961	1 260 000	1 260 000	1 260 000	1 260 000
Budgets annexes	0	1 282 000	1 316 000	1 316 000	1 316 000	1 316 000
CCAS - Aide fonctionnement épicerie sociale	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
CCAS - Bouclier social	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
CCAS - Reversement 1/3 produits des concessions	24 982	22 838	25 000	25 000	25 000	25 000
CCAS - Reversement Tarif social Cantines CABS	65 676	50 348	50 348	50 348	50 348	50 348
Autres	638 408	741 161	740 000	740 000	740 000	740 000
<b>Subventions versées (art 657)</b>	<b>1 984 066</b>	<b>3 356 308</b>	<b>3 436 348</b>	<b>3 436 348</b>	<b>3 436 348</b>	<b>3 436 348</b>
Elus	331 342	344 536	344 536	344 536	344 536	344 536
Créances irrécouvrables	13 882	2 424	3 000	3 000	3 000	3 000
Autres	2	784	500	500	500	500
<b>Autres charges de gestion courante (autres articles 65)</b>	<b>345 226</b>	<b>347 744</b>	<b>348 036</b>	<b>348 036</b>	<b>348 036</b>	<b>348 036</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>2 329 292</b>	<b>3 704 052</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>25 321 953</b>	<b>27 232 696</b>	<b>27 710 153</b>	<b>28 113 689</b>	<b>28 525 296</b>	<b>28 945 134</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	434 504	532 055	629 667	663 595	708 299	779 409
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 1 430	13 044	13 044	13 044	13 044	13 044
Budgets annexes	1 288 000	0	0	0	0	0
Subventions exceptionnelles	96 887	0	0	0	0	0
Autres	41 263	50 177	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>Charges spécifiques (chap 67)</b>	<b>1 426 150</b>	<b>50 177</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)	19 642	6 262	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>Sous-total charges d'exploitation</b>	<b>1 878 866</b>	<b>601 538</b>	<b>652 711</b>	<b>686 639</b>	<b>731 343</b>	<b>802 453</b>
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>27 200 818</b>	<b>27 834 234</b>	<b>28 362 864</b>	<b>28 800 328</b>	<b>29 256 640</b>	<b>29 747 587</b>



## **Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2024**

**La masse salariale** en donnée brute représente pour le budget principal environ **51 %** des dépenses de fonctionnement.

Depuis le 1er janvier 2024, une nouvelle mesure de revalorisation des rémunérations, issue du décret n° 2023-519 du 28 juin 2023, attribue 5 points d'indice majoré supplémentaires à tous les agents publics (fonctionnaires et contractuels de droits publics). Le montant du SMIC a également été majoré au 1er janvier 2024, soit 1 766,92 € mensuels bruts. Ce dernier relèvement du SMIC est relativement faible mais il fait suite à 5 majorations successives de l'indice minimum depuis le 1er janvier 2022. Cela représente environ 121 500 € sur l'année. D'autres éléments sont venus impacter, dans une moindre mesure, le niveau des dépenses du chapitre en 2024 :

-La mobilisation d'agents pour les élections européennes du 9 juin 2024 ainsi que les élections législatives des 30 juin et 07 juillet 2024 suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République.

-L'augmentation du taux patronal CNRACL (de 30,65 % à 31,65 %)

-L'absentéisme de moyenne et longue durée, qui occasionne le recrutement d'agents en contrat de remplacement afin d'assurer la continuité du service peut également impacter la masse salariale de manière importante.

Contenir la masse salariale, tout en assurant un service de qualité, demeure un objectif permanent pour la collectivité.

**Les charges à caractère général** représentent environ **22 %** des dépenses de fonctionnement.

Dans un contexte général d'inflation des coûts de l'énergie et des matières premières, l'augmentation des charges courantes a impacté l'exécution budgétaire 2024 (+ 4,15 % par rapport à 2023). Les projections d'augmentation des charges courantes issues du rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2024 étaient principalement justifiées par la flambée des prix.

Les achats comptabilisés au sous-chapitre 60 (énergies, fournitures diverses, matières premières) ont progressé de 6,68 % entre 2023 et 2024. En ce qui concerne les seules dépenses énergétiques (électricité, gaz, eau, carburant), elles font un bond de 11,81 % par rapport à 2023 et même de 19,03 % par rapport à 2022.

Les crédits inscrits au BP 2024 sur le compte 611 n'ont été utilisés qu'à hauteur de 84,60 %.

Globalement, l'inflation généralisée des prix à la consommation a fortement impacté l'évolution des charges à caractère général en 2024, même si on observe un net repli des indices sur le dernier trimestre de l'année. Cette baisse de l'inflation résulte du ralentissement sur l'année des prix de l'énergie, des services, des produits manufacturés et, dans une moindre mesure, de l'alimentation.

L'inflation des prix des fournitures et prestations impacte de manière très importante toutes les dépenses courantes de la collectivité : fournitures diverses des pôles techniques (espaces verts, voiries, bâtiments, propreté urbaine, travaux réalisés en régie ...), prestations d'entretien des véhicules,

etc... Les conséquences de l'inflation se retrouvent également dans le cadre des révisions de prix des marchés de fonctionnement. Les dépenses associées à ces besoins vont se maintenir à un niveau élevé en 2025.

La collectivité va devoir supporter une nouvelle augmentation importante du coût de l'assurance dommages aux biens (+ 70 000 €) et flotte de véhicules (+ 28 000 €), ce qui va porter la cotisation annuelle totale (dommages aux biens, responsabilité civile et flotte automobile) à environ 322 600 €. Dans l'ensemble, le niveau du chapitre 011 devrait s'élever à minima à 6,1 M€ en 2025. Malgré le caractère incompressible de certains postes budgétaires, la vigilance est de mise sur les consommations courantes (énergies, fournitures diverses des services, ...) afin de contenir l'augmentation du chapitre entre + 1,5 et + 2,5 % (environ 100 000 €) sur l'exercice budgétaire 2025.

Suite à la réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), **l'attribution de compensation** reversée à la Communauté d'Agglomération Baie de Somme est de 4 339 180 € pour l'ensemble des attributions répartie de la façon suivante :

- 3 185 500 € : Attribution de compensation (Fonctionnement)
- 1 000 000 € : Attribution de compensation Voirie
- 153 680 € : Attribution de compensation Voirie ANRU

Les atténuations de produits représentent près de 11 % des dépenses réelles.

**Les contributions au sein du chapitre 65** ont évolué ces dernières années pour différents motifs : Il sera proposé de maintenir la subvention et les aides de fonctionnement au CCAS à 1 405 000 € en 2025.

Prévision d'un crédit d'indemnisation des commerçants suite aux travaux réseaux de chaleur (50 000 €)

**Les charges financières (environ 1,96 %)** évolueront en fonction de la politique d'endettement de la collectivité et des variations des taux d'intérêt du Livret A.

## CONCLUSION

Les prévisions d'exécution de l'exercice 2024 se sont confirmées : la progression des charges courantes (+ 2,33 %) et la faible évolution des ressources de fonctionnement (+ 1,61 %) ont pour conséquence un niveau d'épargne moins favorable, sachant que cette épargne doit assurer une part importante de l'autofinancement des projets d'investissement. La réalisation d'un emprunt de 4,045 M€ en 2024 a assuré un niveau de trésorerie suffisant pour honorer les engagements d'investissements sur l'année 2024. Le niveau d'endettement de la Commune demeure raisonnable : la capacité de désendettement est de 8,2 années. Le niveau d'investissement de la Commune est élevé : 6,1 M€/an en moyenne sur la période 2021-2024.

Maintenir un niveau d'investissement annuel entre 6 et 9 M€, associé à une dynamique de recettes propres, permettra de contenir la dette communale et de dégager un niveau d'autofinancement satisfaisant. La constitution d'un niveau d'épargne brute satisfaisant (autour de 2 M€) sera la résultante d'une meilleure maîtrise des dépenses courantes.

## **LES GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE POUR 2025**

Les incertitudes structurelles (crises à répétition, inflation, fragilisation du système financier...) qui feront sans doute encore ressentir leurs effets dans les mois à venir, auront naturellement des répercussions sur notre collectivité, son fonctionnement et son budget. Il va de soi que notre collectivité continuera d'être aux côtés des plus fragiles et aussi de tous ceux qui seront encore plus qu'hier atteints directement ou indirectement par les conséquences des crises à répétition. Il est notamment prévu de maintenir nos actions volontaires en direction du monde associatif, sportif et culturel. Nous devons continuer d'œuvrer avec optimisme, détermination et en poursuivant notre stratégie selon les grands principes adoptés depuis plusieurs années maintenant.

Suite aux crises, à l'inflation sans précédent et aux incertitudes multiples, de nouvelles pertes de ressources financières pour notre commune sont à craindre, l'incertitude en ce domaine est réelle et nous contraint.

Le premier pilier de notre stratégie financière depuis 2020 concerne la gestion rigoureuse du budget de fonctionnement. Compte tenu du contexte depuis plusieurs années et les projections faites mais très incertaines, ce volet est traité afin d'élaborer une stratégie qui permet de concilier les objectifs financiers et les enjeux de politique publique. Le cadrage des dépenses reste, plus que jamais, nécessaire. La maîtrise des dépenses, dans le contexte budgétaire mouvant qui nous est imposé, doit se poursuivre pour contrebalancer cet appauvrissement structurel que nous subissons.

Cette démarche s'appuie sur deux axes majeurs :

- La poursuite de la rationalisation du fonctionnement de l'administration,
- La priorisation des activités et prestations au sein des politiques publiques portées ou soutenues par la collectivité.

L'objectif est de conserver un niveau d'épargne significatif, permettant à la collectivité de continuer à autofinancer une grande part de ses investissements.

Le deuxième pilier est celui de la fiscalité. L'augmentation du taux communal des impôts locaux n'est pas envisagée. Il s'agit d'un effort de gestion qui est indispensable dans le contexte général et pour nos concitoyens. Ceci nous oblige également à ne pas laisser filer la dette de façon déraisonnable et irresponsable.

Le troisième pilier est celui de la maîtrise de l'endettement. La gestion financière que nous poursuivons devra nous permettre de maintenir un bon niveau d'autofinancement tout en sollicitant, si nécessaire et dans les meilleures conditions possibles, le recours à l'emprunt et notamment dans le cadre de l'important projet de la réhabilitation et de l'extension du Musée Boucher de Perthes.

Ce prochain budget s'inscrit dans la continuité de la stratégie financière initiée depuis 2020 : un cadrage budgétaire rigoureux autorisant les évolutions suivantes :

- A l'exception des postes de dépenses dont l'évolution est liée à des facteurs exogènes (énergie, assurances...) ou à des extensions de périmètres (entretien, maintenance et réparation), les montants à inscrire au budget prévisionnel au titre des dépenses de gestion courante ne pourront excéder les inscriptions arbitrées au BP 2024.
- Pour ce qui concerne la masse salariale, chaque remplacement de poste fera l'objet d'un questionnement en termes de compétences et d'évolution des besoins de la collectivité.

- Les subventions de fonctionnement, qu'elles bénéficient aux organismes publics ou privés, seront évaluées en prenant en compte les situations particulières. Les subventions liées à des évolutions dans les périmètres d'activité pourront connaître des évolutions après arbitrage.

Ces mesures seront complétées par des mesures qui devront permettre de dégager des économies et des recettes nouvelles (hors fiscalité) pour garantir un équilibre budgétaire et financier satisfaisant. En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, il est prématuré, à la date de rédaction de ce document, de les établir avec précision, les montants des différentes dotations notamment de l'Etat.

Par ailleurs, conserver une capacité d'investissement significative est impératif pour pouvoir répondre aux nécessités de conservation ou de réhabilitation du patrimoine et aux besoins d'équipements nouveaux ou de réaménagements d'équipements existants pour faire face aux évolutions des besoins de nos concitoyens. Nous comptons poursuivre un programme d'investissement dynamique pour transformer durablement la ville d'Abbeville et ses services vers un plus grand développement écoresponsable. La préservation de la situation financière de la collectivité n'est pas sans impact sur la définition de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI), élaborée en intégrant un double objectif :

- En termes de volume : le calibrage de la PPI est resserré du fait du choix de ne pas trop solliciter le recours à l'emprunt.
- En termes qualitatifs : en complément des nouveaux équipements nécessaires mais pouvant générer des coûts de fonctionnement récurrents, devront être priorisés en contrepartie des investissements économes, permettant de réduire les coûts de gestion de notre patrimoine.

La réalisation de ce programme d'investissement ambitieux nécessite de conserver un niveau satisfaisant d'autofinancement et de mobiliser le maximum de recettes d'investissement.

## ESTIMATION D'EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2025-2028

2025	2026	2027	2028
+ 1,90 %	+ 1,54 %	+ 1,58 %	+ 1,68 %

## Données relatives aux Ressources Humaines

Dans un contexte de contraintes et d'incertitudes qui s'invite durablement tant sur le plan financier, que sur celui des évolutions réglementaires que l'État entend impulser notamment en matière de dotations, de rémunérations, de transferts de compétences, des réorganisations de services, des redéploiements de postes libérés par des départs en retraite ou par des mobilités peuvent être opérés.

### Effectifs

#### Les effectifs permanents

Ce sont tous les agents qui travaillent sur des emplois permanents ou des missions de longue durée.

- **Les fonctionnaires**

Ce sont tous les agents stagiaires ou titulaires de la fonction publique territoriale.

- **Les agents contractuels sur emploi permanent**

Ce sont différentes catégories d'agents contractuels qui travaillent sur des emplois ou des missions de longue durée.

#### Les effectifs non permanents

Ce sont les agents temporaires qui interviennent pendant les périodes de suractivité ou pour pallier les absences du personnel.

Parmi eux, on distingue :

- **Les emplois temporaires ou saisonniers**

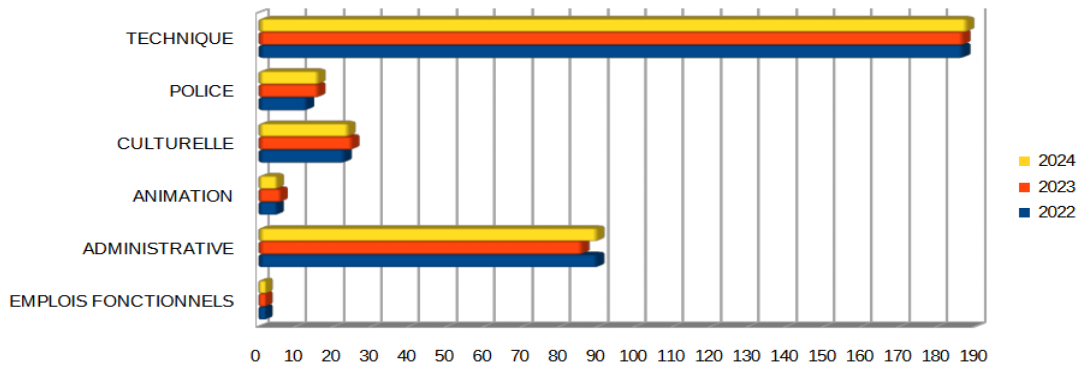
Ce sont des agents recrutés pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, ou encore des vacataires engagés ponctuellement pour un acte déterminé.

- **Les emplois aidés**

Ce sont des emplois avec un statut privé et rémunérés sur la base du SMIC (les apprentis par exemple).

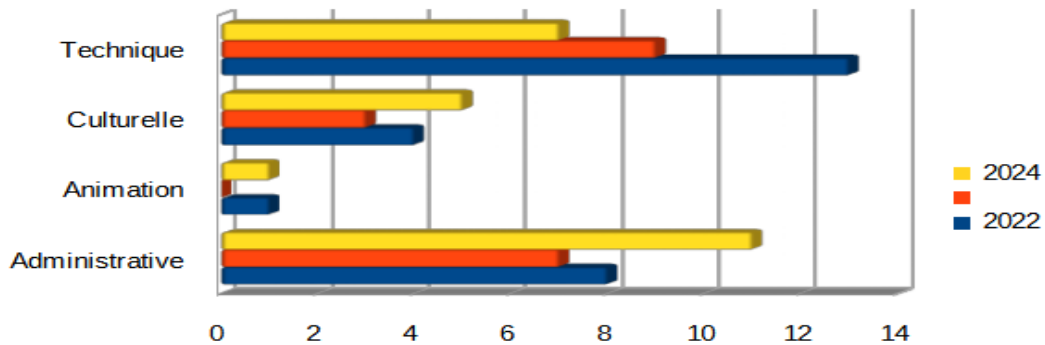
### Évolution des effectifs permanents par filière

FILIERES	2022		2023		2024	
	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %
EMPLOIS FONCTIONNELS	2	0,63%	2	0,62%	2	0,62%
ADMINISTRATIVE	90	28,13 %	86	26,71 %	90	27,69 %
ANIMATION	5	1,56%	6	1,86%	5	1,54%
CULTURELLE	23	7,19 %	25	7,76 %	24	7,38 %
MEDICO-SOCIALE	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
SOCIALE	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
POLICE	13	4,06 %	16	4,97 %	16	4,92 %
SPORTIVE	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TECHNIQUE	187	58,44 %	187	58,07 %	188	57,85 %
TOTAL	320	100,00 %	322	100,00 %	325	100,00 %

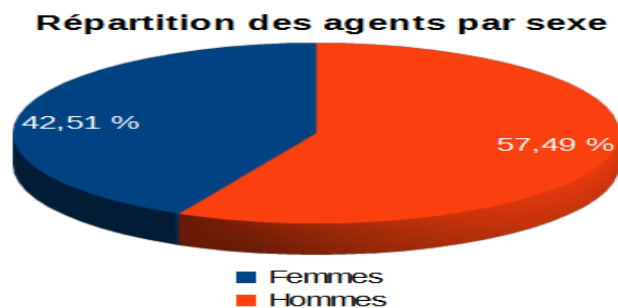


*Contractuels occupant un emploi permanent : répartition par filière*

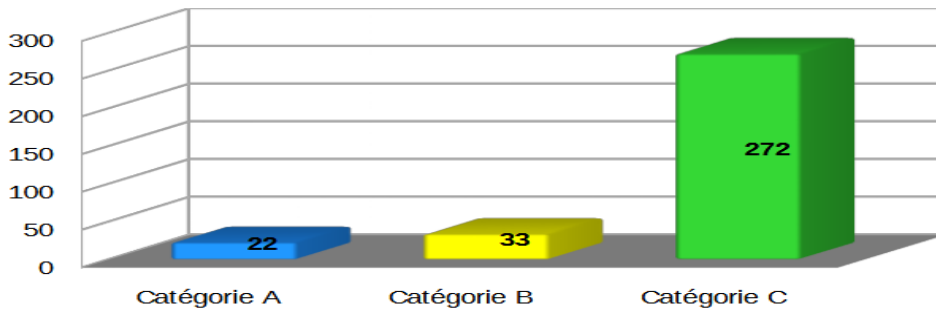
Filière	Nbre d'agents en 2022	Nbre d'agents en 2023	Nbre d'agents en 2024
Administrative	8	7	11
Animation	1	0	1
Culturelle	4	3	5
Technique	13	9	7
	26	26	24



*Répartition des agents*



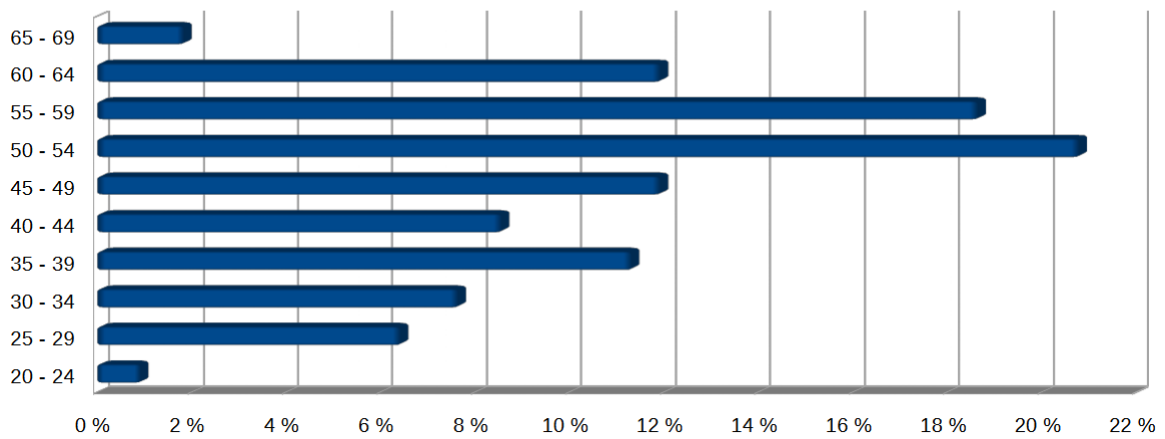
Répartition des agents par catégorie hiérarchique



**L'âge**

La moyenne d'âge des femmes est plus élevée que celle des hommes, avec respectivement 48,8 ans et 47,3 ans.

Répartition des agents titulaires et permanents par tranche d'âge



La moyenne d'âge par catégorie est la suivante :

- Catégorie A : 49,9 ans
- Catégorie B : 48,5 ans
- Catégorie C : 47,6 ans

La part des agents de moins de 30 ans représente 8,87 % des agents.

La part des agents de plus de 50 ans représente 51,99 % des agents.

## Absence au travail 2024

Motif d'absence	Nbre de jours	En %
Congés annuels 2024	5714,4	27,47 %
ARTT	779,65	3,75 %
Compte Épargne Temps	259,5	1,25 %
Enfant Malade	91	0,44 %
Décès	62	0,30 %
Révision concours	52,5	0,25 %
Mariage/Pacs Agent	25,5	0,12 %
Congés mariage/pacs enfant	13	0,06 %
Concours	12,5	0,06 %
Congé paternité	121	0,58 %
ASA juré d'assise	3	0,01 %
Longue maladie/grave maladie	6297	30,27 %
Maladie longue durée	2642	12,70 %
Maladie ordinaire	4708	22,63 %
Révision examen apprenti	0	0,00 %
Naissance ou adoption	12	0,06 %
ASA sportif de haut niveau	5	0,02 %
Déménagement	1	0,005 %
Absence pour maladie très grave	3	0,01 %

## Formation

- Nombre total de jours de formation : tous agents : **650**
  - Nombre total de jours de formation (cat. A) : **37**
  - Nombre total de jours de formation (cat. B) : **30,5**
  - Nombre total de jours de formation (cat. C) : **582,5**

### **Focus sur certaines formations :**

- Nombre total de jours de formation : agents occupant un emploi permanent : **64,5**
- Nombre total de jours de formation : agents occupant un emploi non permanent : **0**
- Préparations aux concours et examens d'accès à la FPT : **37**
- Tests à la préparation aux concours et examens d'accès à la FPT : **6,5**
- Autres (agents non classables) :
  - Salariés en CDD d'Insertion : **140** jours (22 en 2023).



Nombre de stagiaires accueillis au sein de la collectivité : **274** (157 en 2023)

Nombre d'apprentis accueillis au sein des services de la Ville : **7**

Nombre de personnes accueillies dans le cadre du dispositif Parcours Emploi Compétence : **5** (2 en 2023)

*Budget formation*

2022		2023		2024	
Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
111 160,00 €	64 758,45 €	180 090,00 €	72 420,67 €	148 043,00 €	107 258,60 €

*Cotisation CNFPT (Taux : 0,90%)*

	2022	2023	2024
Cotisation à la charge de la collectivité	66 981 €	69 368 €	71 044,91 €

**Relations sociales**

**Réunions du Comité Social Territorial :**

**1ère séance : 12/03/2024**

- Approbation du PV du CST du 18/10/2023 - *Avis*
- RSU - *Avis*
- RASSCT - *Avis*
- Plan d'action égalité Femme / Homme - *Avis*
- Régime indemnitaire des agents – Information
- Question éventuelles des organisations syndicales
- Questions diverses

### **2ème séance : 1/10/2024**

- Approbation du PV du CST du 12/03/2024 – Avis

#### *POINTS VILLE :*

- Bilan des EPA - Information
- Etat de l'apprentissage - Information
- Présentation du référentiel des métiers de la collectivité - Information
- Bilan des stages écoles 1<sup>er</sup> semestre- Information
- Mouvements de personnel – Information
- Synthèse Plurélya - Information
- Autorisations Spéciales d'Absence - Avis
- Organisation Unité Voirie Propreté - Avis

#### *POINTS CCAS :*

- Mouvements de personnel 2023 – Information
- Plurélya 2023 – Information
- Suivi des formations 2023 – Information
- RSU 2022 – Avis
- Égalité hommes / femmes au 31.12.2023 – Avis
- Questions éventuelles des organisations syndicales
- Questions diverses

### **3ème séance : 22/11/2024**

- Approbation du PV du CST du 01/10/2024 – Avis
- Instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement PM – Avis
- Modification des horaires de travail de la BSI - Avis
- Suppression de postes au tableau des effectifs – Avis
- Protection sociale complémentaire « Santé » - Avis
- Questions éventuelles des organisations syndicales
- Questions diverses

## **Réunions de la FSSSCT :**

### **1ère séance : 4/10/2024**

- Approbation du dernier PV de la FSSSCT – Avis

#### *POINTS VILLE :*

- Bilan des absences CLM / CLD / AT / MP / MO - Information
- Relevé des registres « santé et sécurité au travail » - Information
- Rapport annuel de la médecine préventive - Information
- Audit EPI au sein des services techniques - Information
- Trousses femmes - Information
- Suivi locaux PM – Information
- Convention Prévention des risques Ville/CCAS - Avis

#### *POINTS CCAS :*

- Rapport annuel de la médecine préventive – Information
- État des arrêts maladie 2023 - Information
- RASSCT 2022 – Avis
- Projet de vidéo protection Résidence Robert Page et CCAS - Avis
- Questions éventuelles des organisations syndicales
- Questions diverses

### **2ème séance : 22/11/2024**

- Approbation du dernier PV de la FSSSCT – Avis

#### *POINTS VILLE :*

- Gestion du pigeonnier contraceptif - Information
- Livret santé sécurité - Information
- Projet extincteurs – Information
- Liste des vérifications générales périodiques du matériel de levage – Information
- Complément du recensement des EPI (agent d'entretien et paysagiste/bûcheron) – Information
- Mise en exploitation de matériel neuf – Information.

#### *POINTS CCAS :*

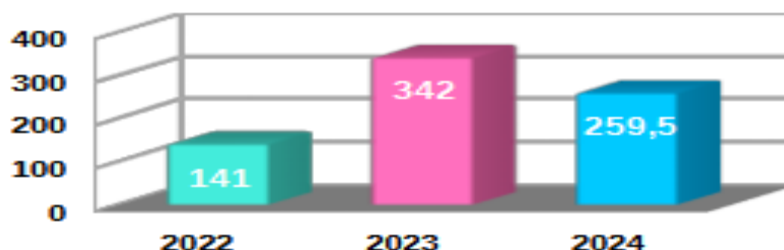
- Projet de vidéo protection Résidence Robert Page et CCAS – Avis
- Questions éventuelles des organisations syndicales
- Questions diverses

## **Réunions de la Commission Administrative Paritaire :**

- Les réunions des CAP sont organisées par le Centre de Gestion de SOMME.

## Le Compte Épargne Temps (CET)

Années	Nbre de jours épargnés
2022	141
2023	342
2024	259,5



## Carrière

### L'avancement de grade

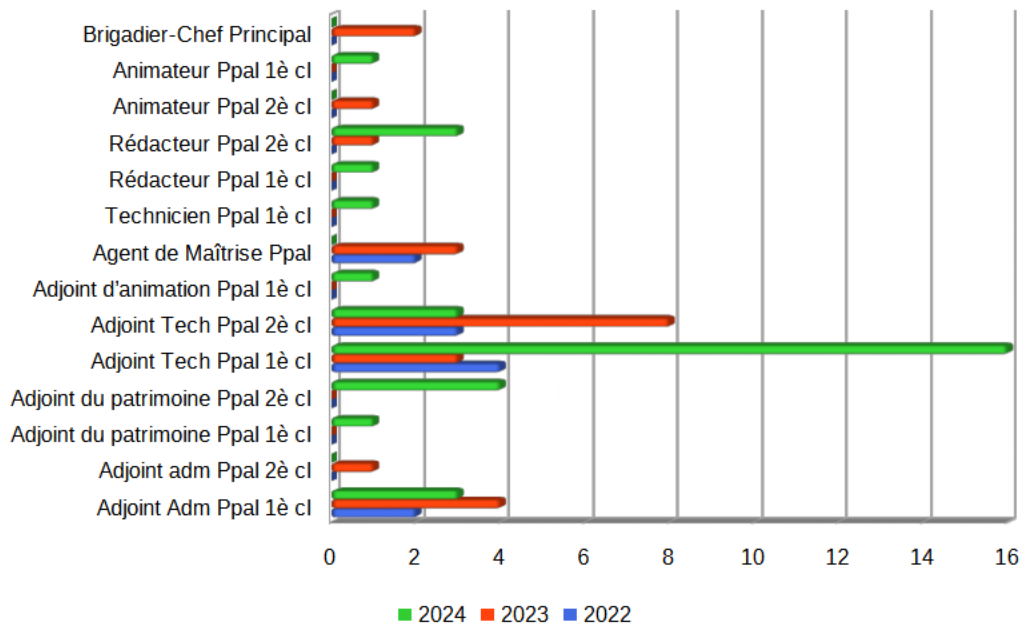
C'est le passage d'un grade au grade immédiatement supérieur, au sein d'un même cadre d'emplois. Il n'est pas automatique mais soumis à la décision de l'autorité territoriale.

### La promotion interne

C'est le passage d'un cadre d'emplois à un cadre d'emplois supérieur, en fonction des conditions d'ancienneté et/ou d'examens professionnels et des postes existant dans la collectivité. C'est un avancement qui reste exceptionnel.

### Avancements de grade - Évolution 2022-2024

Grades d'avancement	2022	2023	2024
Adjoint Adm Ppal 1è cl	2	4	3
Adjoint adm Ppal 2è cl	0	1	0
Adjoint du patrimoine Ppal 1è cl	0	0	1
Adjoint du patrimoine Ppal 2è cl	0	0	4
Adjoint Tech Ppal 1è cl	4	3	16
Adjoint Tech Ppal 2è cl	3	8	3
Adjoint d'animation Ppal 1è cl	0	0	1
Agent de Maîtrise Ppal	2	3	0
Technicien Ppal 1è cl	0	0	1
Rédacteur Ppal 1è cl	0	0	1
Rédacteur Ppal 2è cl	0	1	3
Animateur Ppal 2è cl	0	1	0
Animateur Ppal 1è cl	0	0	1
Brigadier-Chef Principal	0	2	0
<b>Totaux</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>34</b>



### Promotion interne - Évolution 2022-2024

Grades de promotion	2022	2023	2024
Agent de Maîtrise	4	0	2
Animateur	0	0	0
Attaché	0	0	0
Attaché de conservation	0	0	0
Rédacteur	0	0	0
Technicien	0	1	0
Technicien Ppal 2è cl	0	1	0
<b>Totaux</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

### Rémunération

Plusieurs paramètres font évoluer la masse salariale de notre collectivité :

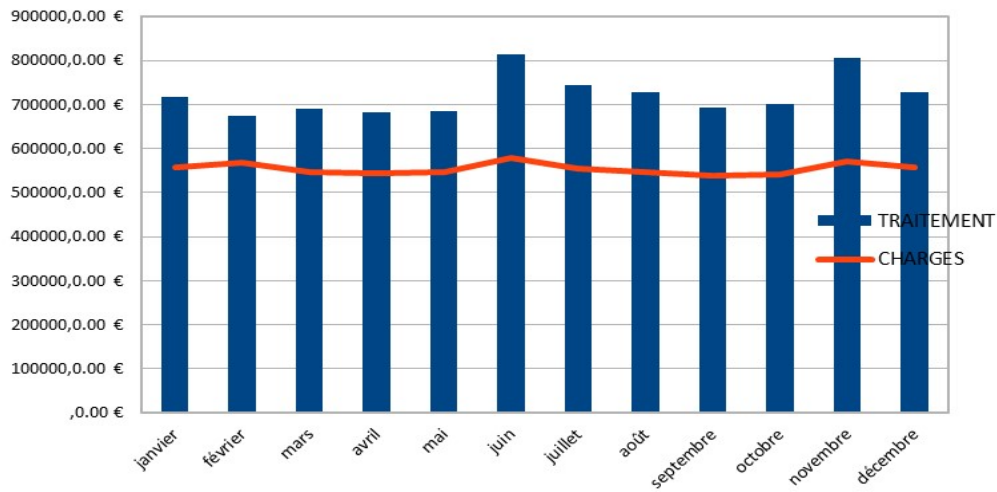
Ceux à l'initiative de l'Etat :

- la hausse conjoncturelle (augmentation réglementaire fixée par décret, applicable à l'ensemble des fonctionnaires, concrétisée par une augmentation du traitement qui impacte les grilles de rémunération des agents).
- la revalorisation du SMIC
- l'évolution des taux de charges patronales
- le Glissement Vieillesse-Technicité (GVT) correspondant au coût généré par les avancements de grade et d'échelon

Ceux à l'initiative de la collectivité :

- les transferts de mission vers ou à partir de la collectivité
- les moyens temporaires supplémentaires alloués aux services (ex : heures supplémentaires, ...)
- les remplacements
- l'évolution du périmètre de gestion (création, suppression ou extension de services)
- l'évolution du régime indemnitaire.

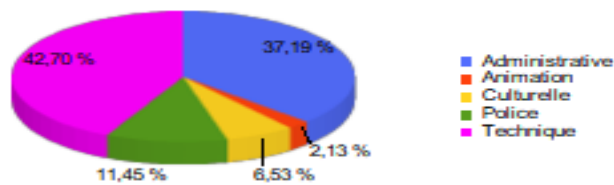
### Total des rémunérations mensuelles pour l'année 2024 (tous budgets confondus)



### Régime indemnitaire versé aux agents en 2024

- *Par filière*

Filière	En %
Administrative	35,78%
Animation	1,95%
Culturelle	6,73%
Police	11,90%
Technique	43,64%
<b>Totaux</b>	<b>100,00 %</b>



Heures supplémentaires		
Années	Nbre d'HS	Coût annuel
2022	8 357	175 440 €
2023	7 830	154 509 €
2024	9 171	210 087 €

Nouvelle Bonification Indiciaire		
Années	Nbre d'agents	Coût annuel
2022	126	92 201 €
2023	139	97 939 €
2024	137	88 507 €

Avantages en nature		
Années	Logement	Repas
2022	11 425 €	3 780 €
2023	11 248 €	4 118 €
2024	13 084 €	4 408 €

## Temps de travail

*La thématique liée au temps de travail est abordée dans le cadre du règlement intérieur mis en place au sein de la collectivité. Le 1er chapitre est dédié à l'organisation du travail.*

*Retour sur quelques notions...*

**Durée annuelle du travail :** Le temps de travail effectif annuel est fixé à 1607 heures au maximum. Peuvent s'y ajouter des heures supplémentaires. Dans cette durée de 1607 heures, ne sont pas compris les jours de congés annuels, les jours fériés légaux et les jours de repos de fin de semaine.

De même, les deux jours de congés supplémentaires (" jours de fractionnement ") qui peuvent, sous certaines conditions, être accordés aux agents, n'entrent pas en compte dans ces 1607 heures, venant ainsi diminuer d'autant la durée individuelle de travail effectif.

**Durée hebdomadaire du travail :** La durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine pour un emploi à temps complet. Le décompte du temps de travail s'effectue toutefois sur la base annuelle de 1607 heures. En conséquence, le Conseil municipal lors de sa séance du 13/12/2021 a validé une durée hebdomadaire de travail de 35 heures 30. Cette modification de la durée hebdomadaire de travail a eu pour effet l'application de la législation relative aux RTT. Ainsi, selon la législation en vigueur (décret n°2001-623 du 12 juillet 2001), 3 jours de RTT ont été accordés annuellement à partir du 1/01/2022.

**Durée quotidienne du travail :** La durée quotidienne du travail ne dépasse pas 10 heures, avec un repos minimum de 11 heures par jour, et une amplitude maximale de la journée de travail limitée à 12 heures. Une pause de 20 minutes est accordée aux agents par période de travail effectif de 6 heures dans la même journée.

Le jour de repos hebdomadaire est, en principe, le dimanche. Le travail de nuit est borné entre 22 heures et 5 heures ou d'une autre période de 7 heures consécutives entre 22 heures et 7 heures.

▮ *Quelques indicateurs :*

**Les agents à temps non complet sont affectés sur des postes inscrits comme tels au tableau des emplois.**

Dans ce cas, la fraction de temps non complet n'est pas choisie par l'agent, mais associée au poste créé par la collectivité.

**Le temps partiel est une réduction individuelle du temps de travail qui résulte d'un choix de l'agent** (soumis à l'avis de son responsable de service). Il est également possible de solliciter un temps partiel de droit (naissance, adoption, soins, personnes en situation de handicap).



## Les astreintes

Pendant une période d'astreinte, l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, est cantonné à son domicile ou à proximité, afin de pouvoir intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, si son employeur le lui demande. L'intervention et, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail sont considérés comme du temps de travail effectif.

Dans la collectivité, les astreintes sont les suivantes :

- **Astreintes de décision :** Certains directeurs et chefs de service sont volontaires pour assurer les astreintes de décision. Celles-ci débutent chaque vendredi à 17 h et durent une semaine complète.
- **Astreintes d'exploitation :** Les agents techniques assistent les cadres, pour les mêmes périodes. Ils sont chargés des interventions sur le terrain. L'indemnisation des astreintes a été actée par délibération.





**Les Permanences** correspondent à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

### Les services mutualisés

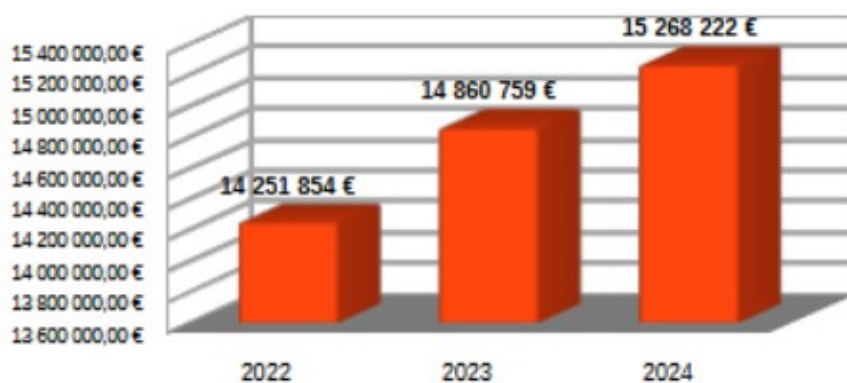
#### TRAVAUX EN RÉGIE AU BÉNÉFICE DE L'INTERCOMMUNALITÉ – 2024

SERVICE	MONTANT CHARGE	MOYENNE DE TEMPS DE TRAVAIL 2023 au profit de la CABS	MONTANT DES CHARGES au profit de la CABS
COMMUNICATION	387 179,67 €	39,05 %	151 195,90 €
DIRECTION DES MARCHÉS PUBLICS	135 683,63 €	9,48 %	12 858,51 €
UNITÉ ACHATS APPROVISIONNEMENT	216 698,05 €	40,00 %	86 679,22 €
SECRETARIAT DES SERVICES TECHNIQUES	73 749,15 €	24,28 %	17 907,22 €
SERVICES TECHNIQUES BÂTIMENTS	112 842,20 €	35,56 %	40 125,12 €
ATELIERS MUNICIPAUX	133 780,13 €	37,85 %	50 642,22 €
PLOMBERIE	131 656,89 €	44,00 %	57 929,03 €
ÉLECTRICITÉ	209 335,35 €	18,00 %	37 680,36 €
MAÇONNERIE	96 669,62 €	51,94 %	50 209,41 €
MENUISERIE	158 842,31 €	55,00 %	87 363,27 €
PEINTURE	115 738,84 €	49,00 %	56 712,03 €
LETTAGE	39 622,32 €	18,00 %	7 132,02 €
COUVERTURE	64 896,34 €	56,00 %	36 341,95 €
SERVICE DE L'EAU	67 797,90 €	20,00 %	13 559,58 €
SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	93 027,55 €	0,00 %	- €
BUREAU D'ÉTUDES	73 763,69 €	52,21 %	38 508,68 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 111 283,64</b>		<b>744 844,51 €</b>

## PERSPECTIVES 2025

### Évolution du chapitre 012 (tous budgets confondus)

Année	Montant
2022	14 251 854 €
2023	14 860 759 €
2024	15 268 222 €



#### Focus sur l'année 2024 :

Chapitre 012	Montant
Ville	14 316 468,00 €
Eau <i>39 767,04 € de reversement à la Ville</i>	68 610,11 €
Assainissement <i>47 076,33 € de reversement à la Ville</i>	92 852,84 €
Rex	141 603,78 €
Marché Couvert	35 144,29 €
Scènes <i>17 827,71 € de reversement à la Ville</i>	613 543,74 €

## La maîtrise des effectifs et de la masse salariale

L'ajustement au mieux des effectifs nécessite une anticipation des départs : huit départs à la retraite sont à prévoir sur l'année 2025. D'autres pourraient intervenir sous réserve pour les agents d'en faire la demande et de remplir les conditions de l'ouverture des droits à la retraite.

Un équilibre doit être trouvé entre la source d'économies potentielles que peuvent constituer ces départs et la continuité du service à assurer.

Ainsi, afin de prendre en compte les évolutions au sein des services, il sera étudié la possibilité du non remplacement systématique des départs à la retraite et une offre en interne sera privilégiée afin de procéder à des mobilités. Une réflexion en collaboration avec les services concernés permettra d'envisager une rationalisation des missions et des postes ainsi qu'une éventuelle redistribution des tâches inter-services.

Grade de l'agent	Service	Date de départ effectif
Adjoint technique	Gestion entretien protocole	1/02/2024
Adjoint technique principal 1 <sup>è</sup> classe	Services techniques	1/03/2024
Technicien principal 1 <sup>è</sup> classe	Développement durable	1/05/2024
Adjoint technique principal 2 <sup>è</sup> classe	Gestion entretien protocole	1/07/2024
Agent de maîtrise	Développement durable	1/07/2024
Adjoint administratif principal 1 <sup>è</sup> classe	Secrétariat général/courrier	1/08/2024

Une attention particulière devra être portée à ces modifications afin d'ajuster les départs à la retraite des agents et assurer une gestion prévisionnelle précise des besoins de remplacement.

## Les lignes directrices de gestion

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique dispose que toutes les collectivités territoriales doivent désormais définir des lignes directrices de gestion. Celles-ci sont prévues à l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de GRH sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019

Les lignes directrices de gestion visent à :

1. déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de Gestion Prévisionnelle des Effectifs, Emplois et Compétences (GPEEC).
2. fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examineront plus les décisions en matière d'avancement et de promotion.
3. Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la GRH de la collectivité et permettent de formaliser la politique RH, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées. Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents.

Les lignes directrices de gestion ont été mises en place après dialogue social à partir du 1/01/2021.

### **Le Développement des compétences**

Parmi les priorités de formation proposée aux agents, les principales relèveront :

- De l'obtention ou du renouvellement de compétences obligatoires ou réglementaires comme la conduite d'engins, les diverses habilitations, la formation professionnelle initiale.
- De l'accompagnement à la mobilité interne et à la promotion afin de faciliter la prise en charge de nouvelles responsabilités par les agents.
- De la maîtrise des outils informatiques et de gestion de données.
- Sensibilisation à l'égalité professionnelle homme/femme,
- Accompagnement à la prise de responsabilités.

### **L'apprentissage**

La formation d'apprentis aux métiers de la collectivité est un axe fort de la politique en ressources humaines portée par la collectivité pour soutenir réellement cette filière d'enseignement et favoriser le recrutement de jeunes femmes et de jeunes hommes.

La collectivité a délibéré afin de permettre l'accueil de 10 apprentis. Les domaines concernés relèvent du service Développement durable, de la Restauration et de l'Informatique.

Il faudra pour cela participer au recensement des intentions de recrutement qui permet aux employeurs publics locaux ayant manifesté leur intention de recruter au moins un apprenti auprès du CNFPT dans le cadre de la campagne de recensement 2024 d'être éligibles au financement des frais de formation.

Le CNFPT met l'accent sur la priorité des métiers en tension ciblés dans un répertoire de 44 métiers déterminés sur la base de travaux réalisés en collaboration avec les associations d'élus et qui seront prioritairement financés. Les intentions de recrutement en dehors de la catégorie « métiers en tension » seront envisageables mais ces dernières ne seront, en termes de financement, pas prioritaires.

### **Mise en place des nouveaux dispositifs dans le cadre du dialogue social**

#### ➤ **Protection sociale complémentaire :**

Depuis l'ordonnance « relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique » du 18 février 2021, la **réforme visant à améliorer la protection sociale des agents** est lancée. Cette ordonnance et le décret du 20 avril 2022 fixent les grands principes, communs aux trois versants de la fonction publique.

Les employeurs devront obligatoirement participer au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents à compter du 1/01/2026 en matière de frais de santé et du 1/01/2025 en matière de prévoyance lourde (incapacité, invalidité, inaptitude, décès). Cette participation s'élèverait à 50 % d'un montant de référence pour la santé et à 20 % d'un montant de référence en prévoyance

lourde, déterminés par décret. L'accord-cadre du 11 juillet 2023 a relevé le plafond de 20 à 50 % de la cotisation employeur pour le volet prévoyance et impose des contrats collectifs à adhésion obligatoire dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les employeurs doivent donc participer financièrement au contrat de prévoyance de leurs agents : participation minimale de 7 €/mois à ce jour. De plus, la prise en charge de l'invalidité s'ajoute aux autres incapacités de travail. Cependant, l'accord-cadre n'est pas encore transposé dans la loi. En mars 2024, une note de la Fédération Nationale des CDG évoquait un possible report en 2027 de l'entrée en vigueur du nouveau régime de prévoyance.

➤ **Risques Psycho-sociaux**

La DGAFP du Ministère de la fonction publique précise que « le terme RPS désigne un ensemble de phénomènes affectant principalement la santé mentale mais aussi physique des travailleurs, qui peuvent se manifester sous diverses formes : stress au travail, sentiment de mal-être ou de souffrance au travail, incivilités, ... »

Multiformes, les RPS ont néanmoins en commun des effets sur la santé qui peuvent être graves. Sur le plan psychologique et physique, ces risques sont de nature à favoriser certaines pathologies (dépressions, troubles du sommeil, troubles cardiovasculaires...). Le lien avec l'apparition de troubles musculo-squelettiques (TMS) a également été démontré. Sur le plan social, ces troubles peuvent avoir pour conséquences des tensions et conflits entre collègues, des formes de désengagement au travail et bien sûr l'absentéisme.

C'est la raison pour laquelle la collectivité a engagé en 2024, un diagnostic RPS afin que requérir l'expertise de professionnels indépendants. Celui-ci permettra de procéder à un état des lieux et de proposer un plan d'actions au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

## **Autofinancement / Epargne issue de la section de fonctionnement**

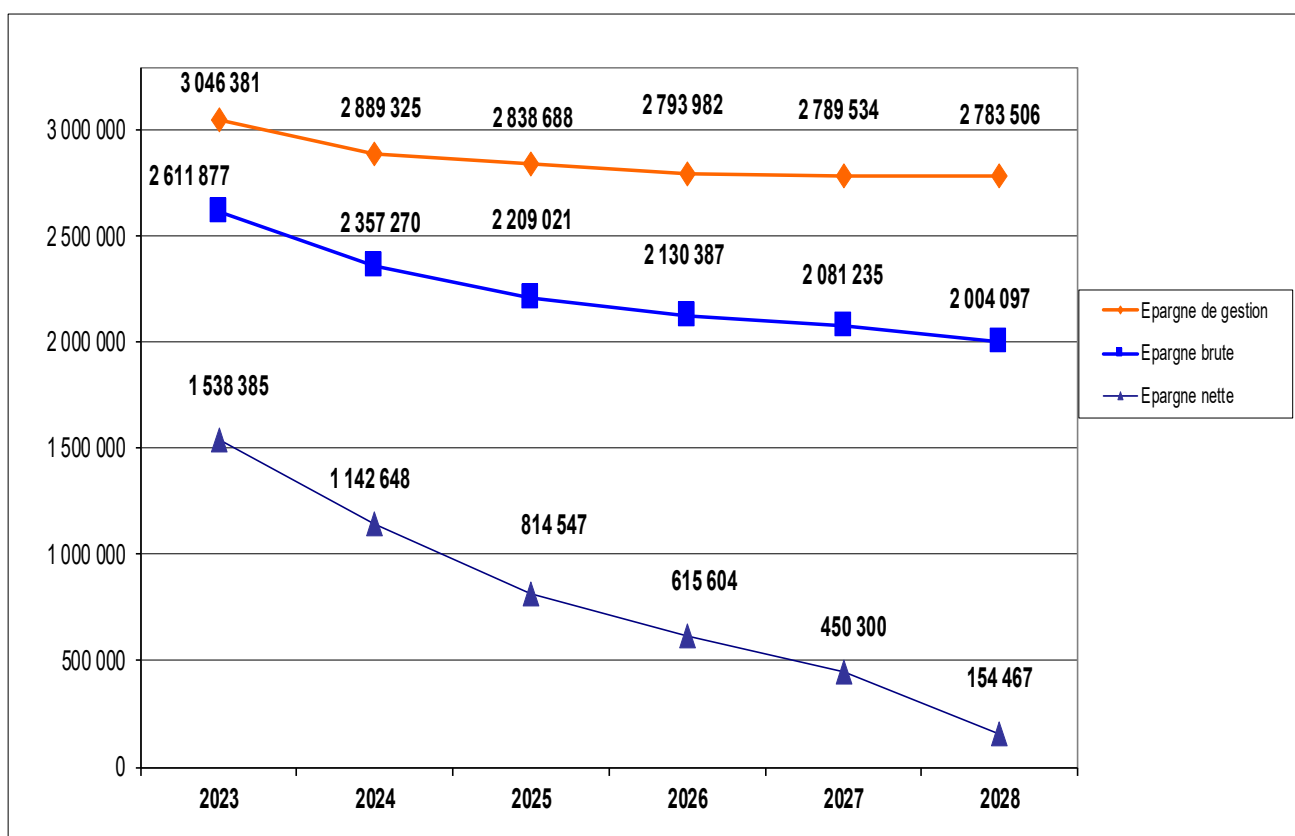
La « règle d'or », qui régit la construction budgétaire des collectivités territoriales, impose que leurs recettes de fonctionnement couvrent leurs dépenses de fonctionnement et interdit le recours à l'emprunt pour cette section du budget. L'autofinancement brut (ou épargne brute) doit en priorité couvrir le remboursement de la dette, le solde pouvant ensuite être affecté à l'investissement.

**L'épargne de gestion** est la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

**L'épargne brute** correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

**L'épargne nette** est égale à l'épargne brute dont on soustrait le remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

CHAINE DE L'EPARGNE	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	29 861 345	30 343 157	30 621 885	30 980 715	31 387 875	31 801 684
<i>Dépenses réelles de fonctionnement</i>	27 200 818	27 834 234	28 362 864	28 800 328	29 256 640	29 747 587
Recettes de fonctionnement courantes (hors cessions)	29 812 695	30 191 504	30 571 885	30 930 715	31 337 875	31 751 684
Dépenses de fonctionnement courantes (hors intérêts de la dette)	26 766 314	27 302 179	27 733 197	28 136 733	28 548 341	28 968 178
<b>Epargne de gestion</b>	<b>3 046 381</b>	<b>2 889 325</b>	<b>2 838 688</b>	<b>2 793 982</b>	<b>2 789 534</b>	<b>2 783 506</b>
Intérêts de la dette	434 504	532 055	629 667	663 595	708 299	779 409
<b>Epargne brute</b>	<b>2 611 877</b>	<b>2 357 270</b>	<b>2 209 021</b>	<b>2 130 387</b>	<b>2 081 235</b>	<b>2 004 097</b>
Remboursement capital de la dette	1 073 492	1 214 622	1 394 474	1 514 783	1 630 935	1 849 630
<b>Epargne nette</b>	<b>1 538 385</b>	<b>1 142 648</b>	<b>814 547</b>	<b>615 604</b>	<b>450 300</b>	<b>154 467</b>



## Présentation synthétique BP 2024 Provisoire – Dépenses

		2024	2025	Variation en %
011	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>7 048 348,64</b>	<b>7 188 986,65</b>	<b>2,00%</b>
	60 - Achats	2 259 842,09	2 250 425,99	-0,42%
	61 - Services extérieurs	4 242 641,55	4 339 305,66	2,28%
	62 - Autres services extérieurs	395 865,00	459 155,00	15,99%
	63 - Impôts, taxes et versements assimilés	150 000,00	140 100,00	-6,60%
012	<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>14 650 000,00</b>	<b>14 900 000,00</b>	<b>1,71%</b>
014	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>	<b>3 216 000,00</b>	<b>3 195 500,00</b>	<b>-0,64%</b>
65	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>3 847 548,94</b>	<b>3 984 454,00</b>	<b>3,56%</b>
	Créances admises en non valeur	50 000,00	10 000,00	-80,00%
	CCAS	1 371 960,94	1 405 000,00	2,41%
	Subventions aux associations	752 688,00	762 924,00	1,36%
	Subventions aux budgets annexes	1 294 000,00	1 328 800,00	2,69%
66	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>538 043,86</b>	<b>679 085,67</b>	<b>26,21%</b>
	Intérêts de la dette	510 000,00	635 000,00	24,51%
	Intérêts courus non échus	13 043,86	14 085,67	7,99%
67	<b>CHARGES SPECIFIQUES</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	
68	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>30 000,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>-33,33%</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>	<b>29 339 941,44</b>	<b>29 978 026,32</b>	<b>2,17%</b>
042	<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>1 071 000,00</b>	<b>1 191 000,00</b>	
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>1 375 000,00</b>	
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>31 610 941,44</b>	<b>32 544 026,32</b>	<b>2,95%</b>



## La section d'investissement

**Même si l'exercice s'annonce plus difficile dans le contexte économique actuel, une nouvelle mobilisation générale pour diversifier et optimiser les sources de financements sera réalisée.**

### Les recettes d'investissement

Plusieurs leviers sont identifiés et devront être actionnés pour atteindre les objectifs du PPI :

-La TVA récupérée sur les travaux ce qui réduit le coût net de ceux-ci

-La cession de terrains et bâtiments permettant une gestion active du patrimoine de la Ville

-Les subventions diverses pour lesquelles il est fait preuve de réactivité et de pugnacité dans la confection et le suivi des dossiers de demande. La Ville continuera de se positionner sur les appels à projets lancés par l'Etat ou les collectivités intermédiaires (Département, Région) pour valoriser ses projets

### Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement concernent des opérations en capital. Elles comprennent :

- les remboursements des emprunts
- les travaux d'équipement ;
- les acquisitions immobilières et mobilières

L'objectif pour 2025 est donc de maintenir une section d'investissement d'un niveau équivalent à celui de 2024, qui restera donc élevé.

Il devra cependant être ajusté à l'obligation d'équilibrer cette section, dont les recettes et particulièrement l'emprunt ne peuvent être la seule variable.

En 2025, comme en 2024, plus de la moitié des dépenses d'équipement sera consacrée aux travaux, aux fonds de concours, suivie par les études et les acquisitions de matériel et d'équipements (sécurité, informatique, restauration, sport).

## Section d'investissement – Programme pluriannuel d'investissement (PPI) 2024-2029

Libellé	Total	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>op 100 - ACQUISITION DE MATERIEL et VEHICULES</b>	<b>2 310 794</b>	<b>310 794</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>
Dépenses	2 310 794	310 794	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Etat	10 471	471	10 000	0	0	0	0
FCTVA	423 397	109 951	50 983	65 616	65 616	65 616	65 616
Total recettes	433 868	110 422	60 983	65 616	65 616	65 616	65 616
<b>op 14 - AMELIORATION DU PATRIMOINE</b>	<b>2 712 082</b>	<b>829 554</b>	<b>972 728</b>	<b>549 800</b>	<b>180 000</b>	<b>90 000</b>	<b>90 000</b>
Conserverie	342 971	49 971	150 000	143 000	0	0	0
Travaux Poulies Evenementiel	180 842	95 842	85 000	0	0	0	0
Front bâti Av du Rivage	101 000	0	101 000	0	0	0	0
Local de stockage Ermitage	15 000	0	15 000	0	0	0	0
Centre Technique Municipal	296 047	138 648	122 599	34 800	0	0	0
Hôtel de Ville	414 465	59 465	215 000	50 000	30 000	30 000	30 000
Mise en accessibilité	57 362	7 362	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Travaux Logements	294 179	44 179	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Espace Saint Gilles accessibilité	180 000	0	0	90 000	90 000	0	0
Immeuble Vauban	2 500	0	2 500	0	0	0	0
Travaux Locaux Prélude	5 000	0	5 000	0	0	0	0
Serres Emonville	185 989	157 857	28 132	0	0	0	0
Epicerie sociale	127 158	126 761	397	0	0	0	0
Travaux CM17 Dalle Barrière	38 100	0	38 100	0	0	0	0
Locaux associatifs	471 469	149 469	150 000	172 000	0	0	0
Dépenses	2 712 082	829 554	972 728	549 800	180 000	90 000	90 000
Abbeville Fondation du Patrimoine	64 659	0	64 659	0	0	0	0
Communauté Agglomération Baie de Somme	30 000	0	30 000	0	0	0	0
Dotation Politique de la Ville	219 600	0	119 600	100 000	0	0	0
Département	165 376	0	64 659	80 717	20 000	0	0
FCTVA	447 941	17 815	136 080	159 566	90 189	29 527	14 764
Total recettes	927 576	17 815	414 998	340 283	110 189	29 527	14 764
<b>op 600 - ENVIRONNEMENT</b>	<b>8 139 677</b>	<b>379 414</b>	<b>1 179 263</b>	<b>2 661 000</b>	<b>1 845 000</b>	<b>1 040 000</b>	<b>1 035 000</b>
Mobilier urbain	154 821	29 821	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Plantations arbres	69 954	19 954	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Pont de Béthune	2 681 762	1 762	800 000	1 200 000	680 000	0	0
Caveaux et Extension columbarium	9 800	9 800	0	0	0	0	0
Cimetière La Chapelle	31 033	11 033	5 000	5 000	5 000	5 000	0
Acquisition de terrains	22 872	22 872	0	0	0	0	0
Aménagement Emonville	586 771	90 771	200 000	296 000	0	0	0
Aire de jeux	568 401	193 401	125 000	125 000	125 000	0	0
Aménagement Clos Madelon	14 263	0	14 263	0	0	0	0
Plan Vélo Mobilité douce	4 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Dépenses	8 139 677	379 414	1 179 263	2 661 000	1 845 000	1 040 000	1 035 000
Etat	3 415 250	249 750	400 000	965 000	700 000	600 500	500 000
Dotation Politique de la Ville	419 333	140 800	118 533	80 000	80 000	0	0
Département	637 121	26 621	0	300 000	210 500	100 000	0
FCTVA	1 257 291	91 839	62 239	193 446	436 510	302 654	170 602
Total recettes	5 728 995	509 010	580 772	1 538 446	1 427 010	1 003 154	670 602

Libellé	Total	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>op 900 - EQUIPEMENTS CULTURELS</b>	<b>1 742 794</b>	<b>202 528</b>	<b>358 066</b>	<b>609 200</b>	<b>511 000</b>	<b>31 000</b>	<b>31 000</b>
Autres	15 681	681	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Chapelle St Pierre	38 016	11 232	26 784	0	0	0	0
Centre interprétation 2nde guerre mondiale	1 144 685	64 685	200 000	400 000	480 000	0	0
Restauration Oeuvres d art	244 717	119 435	25 282	25 000	25 000	25 000	25 000
Aménagement Carmel	279 293	1 093	100 000	178 200	0	0	0
Bibliothèque Robert Mallet	3 752	3 752	0	0	0	0	0
Acquisition oeuvres d art	15 000	0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Aménagement Musée	300	300	0	0	0	0	0
Archives	1 350	1 350	0	0	0	0	0
<b>Dépenses</b>	<b>1 742 794</b>	<b>202 528</b>	<b>358 066</b>	<b>609 200</b>	<b>511 000</b>	<b>31 000</b>	<b>31 000</b>
DRAC	74 114	28 961	45 153	0	0	0	0
Abbeville Fondation du Patrimoine	72 720	0	40 000	32 720	0	0	0
Divers	76 213	34 875	41 338	0	0	0	0
Département	419 979	4 854	55 600	200 000	159 525	0	0
FCTVA	290 791	9 989	33 223	58 737	99 933	83 824	5 085
<b>Total recettes</b>	<b>933 817</b>	<b>78 679</b>	<b>215 314</b>	<b>291 457</b>	<b>259 458</b>	<b>83 824</b>	<b>5 085</b>
<b>op 10 - EQUIPEMENTS SPORTIFS</b>	<b>2 089 464</b>	<b>1 533 477</b>	<b>535 987</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Terrain synthétique CARV	1 287 781	933 781	354 000	0	0	0	0
Stades	12 696	6 755	5 941	0	0	0	0
Divers	52 525	2 525	30 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Salle du rivage	3 552	3 552	0	0	0	0	0
Club Hippique	662 910	586 864	76 046	0	0	0	0
Gymnase Ponthieu	70 000	0	70 000	0	0	0	0
<b>Dépenses</b>	<b>2 089 464</b>	<b>1 533 477</b>	<b>535 987</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Région	150 000	0	150 000	0	0	0	0
Divers	230 000	0	230 000	0	0	0	0
Département	590 641	90 000	500 641	0	0	0	0
FCTVA	354 489	12 553	251 552	87 923	820	820	820
<b>Total recettes</b>	<b>1 325 130</b>	<b>102 553</b>	<b>1 132 193</b>	<b>87 923</b>	<b>820</b>	<b>820</b>	<b>820</b>
<b>op 92 - MUSEE BOUCHER DE PERTHES</b>	<b>25 577 968</b>	<b>881 772</b>	<b>1 500 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>9 098 098</b>	<b>9 098 098</b>
Agrandissement Salle Manessier	25 577 968	881 772	1 500 000	2 000 000	3 000 000	9 098 098	9 098 098
<b>Dépenses</b>	<b>25 577 968</b>	<b>881 772</b>	<b>1 500 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>9 098 098</b>	<b>9 098 098</b>
DRAC	3 800 000	117 000	250 000	300 000	400 000	1 366 500	1 366 500
Etat	2 000 000	0	100 000	200 000	300 000	700 000	700 000
FEDER	1 000 000	0	0	100 000	200 000	350 000	350 000
Région	2 000 000	0	100 000	200 000	300 000	700 000	700 000
Divers	1 000 000	0	0	100 000	200 000	350 000	350 000
Département	2 978 250	0	150 000	200 000	300 000	1 164 125	1 164 125
FCTVA	2 788 896	85 538	144 646	246 060	328 080	492 120	1 492 452
<b>Total recettes</b>	<b>15 567 146</b>	<b>202 538</b>	<b>744 646</b>	<b>1 346 060</b>	<b>2 028 080</b>	<b>5 122 745</b>	<b>6 123 077</b>
<b>op 11 - RESTAURATION COLLECTIVE</b>	<b>94 138</b>	<b>4 738</b>	<b>48 400</b>	<b>26 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Matériel Cuisine	33 138	4 738	8 400	5 000	5 000	5 000	5 000
Travaux couverture	61 000	0	40 000	21 000	0	0	0
<b>Dépenses</b>	<b>94 138</b>	<b>4 738</b>	<b>48 400</b>	<b>26 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
FCTVA	14 939	317	777	7 940	4 265	820	820
<b>Total recettes</b>	<b>14 939</b>	<b>317</b>	<b>777</b>	<b>7 940</b>	<b>4 265</b>	<b>820</b>	<b>820</b>

Libellé	Total	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>op 101 - STADE PAUL DELIQUE</b>	<b>13 164 112</b>	<b>0</b>	<b>25 512</b>	<b>38 600</b>	<b>2 100 000</b>	<b>3 500 000</b>	<b>7 500 000</b>
Etude de programmation	64 112	0	25 512	38 600	0	0	0
Restructuration Stade	13 100 000	0	0	0	2 100 000	3 500 000	7 500 000
Dépenses	13 164 112	0	25 512	38 600	2 100 000	3 500 000	7 500 000
Région	3 300 000	0	0	0	0	1 600 000	1 700 000
Divers	1 110 000	0	0	0	0	555 000	555 000
Département	2 000 000	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000
FCTVA	933 609	4 468		4 185	6 332	344 484	574 140
Total recettes	7 343 609	4 468	0	4 185	6 332	3 499 484	3 829 140
<b>204 - SUBVENTIONS D EQUIPEMENT</b>	<b>4 717 078</b>	<b>2 310 199</b>	<b>1 176 879</b>	<b>330 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>
OPAH Rénovation urbaine	68 665	7 665	31 000	30 000	0	0	0
Terrain aménagé et ses Abords Conservatoire	153 000	0	153 000	0	0	0	0
Attribution compensation voirie CABS	2 760 800	1 000 000	560 800	300 000	300 000	300 000	300 000
Autres	16 800	8 400	8 400	0	0	0	0
Opération ANRU CABS	1 192 766	922 766	270 000	0	0	0	0
Attribution compensation voirie ANRU	525 047	371 368	153 679	0	0	0	0
Dépenses	4 717 078	2 310 199	1 176 879	330 000	300 000	300 000	300 000
<b>op 400 - TRAVAUX AMELIORATIONS URBAINES</b>	<b>8 559 025</b>	<b>1 534 162</b>	<b>1 724 863</b>	<b>1 275 000</b>	<b>1 475 000</b>	<b>1 275 000</b>	<b>1 275 000</b>
Matériel de signalisation	25 000	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Travaux voirie	2 521 509	19 309	702 200	300 000	500 000	500 000	500 000
Poteaux incendie	91 188	16 188	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Effacement réseaux ERDF	1 053 031	403 031	250 000	200 000	200 000	0	0
Eclairage Public	4 526 454	1 026 454	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000
Extensions des réseaux électriques	22 663	0	2 663	5 000	5 000	5 000	5 000
Mobilier urbain	319 180	69 180	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Dépenses	8 559 025	1 534 162	1 724 863	1 275 000	1 475 000	1 275 000	1 275 000
Etat	111 157	14 499	96 658	0	0	0	0
FDE	890 188	194 703	245 485	150 000	150 000	150 000	0
Dotation Politique de la Ville	686 054	0	286 054	100 000	100 000	100 000	100 000
Département	46 000	0	46 000	0	0	0	0
FCTVA	1 351 783	156 912	251 664	282 947	209 151	241 959	209 151
Total recettes	3 085 182	366 114	925 861	532 947	459 151	491 959	309 151
<b>op 200 - TRAVAUX EDIFICES CULTUELS</b>	<b>1 634 809</b>	<b>617 615</b>	<b>385 000</b>	<b>282 194</b>	<b>150 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>
Eglise Rouvroy	230 000	0	30 000	0	100 000	50 000	50 000
Eglise Saint Gilles	1 080 725	538 571	300 000	242 154	0	0	0
Collégiale Saint Vulfran	272 214	77 214	30 000	15 000	50 000	50 000	50 000
Eglise Saint Sépulcre	51 870	1 830	25 000	25 040	0	0	0
Dépenses	1 634 809	617 615	385 000	282 194	150 000	100 000	100 000
DRAC	398 592	122 997	185 595	0	30 000	30 000	30 000
Etat	168 000	48 619	119 381	0	0	0	0
Région	140 808	98 589	42 219	0	0	0	0
Département	160 889	15 353	145 536	0	0	0	0
FCTVA	336 304	84 534	101 314	63 155	46 291	24 606	16 404
Total recettes	1 204 593	370 092	594 045	63 155	76 291	54 606	46 404
Total dépenses programme	<b>70 741 941</b>	<b>8 604 253</b>	<b>8 306 698</b>	<b>8 176 794</b>	<b>9 971 000</b>	<b>15 844 098</b>	<b>19 839 098</b>
Total recettes programme	<b>36 564 856</b>	<b>1 762 008</b>	<b>4 669 588</b>	<b>4 278 013</b>	<b>4 437 213</b>	<b>10 352 556</b>	<b>11 065 479</b>
Coût annuel	<b>34 177 085</b>	<b>6 842 245</b>	<b>3 637 110</b>	<b>3 898 781</b>	<b>5 533 787</b>	<b>5 491 542</b>	<b>8 773 619</b>

## **Les principaux investissements 2025**

### **BUDGET PRINCIPAL**

#### **Opération 100 : Acquisition de matériels**

- **Matériel insertion :** 30 500 €
- **Matériel informatique :** 172 661 €
- **Matériel gestion de l'espace  
(Travaux paysagers, gros travaux, garage, ...)** 96 970 €

#### **Opération 11 : Restauration collective**

- **Foyer la Barre (Aménagement et matériel) :** 69 400 €

#### **Opération 200 : Travaux édifices culturels**

- **Eglise St Gilles (Portail et façade) :** 542 154 €  
*Participation Département :* 105 051 €  
*Participation DRAC :* 78 788 €
- **Eglise St Sépulcre (Travaux sacristie) :** 50 040 €  
*Participation Département :* 16 680 €
- **Collégiale St Vulfran (Travaux divers) :** 45 000 €
- **Eglise Rouvroy (Etude structure) :** 30 000 €

**Opération 204 : Subventions d'équipement**

- **Fonds de concours ANRU (Solde Pôle Socio culturel et sportif) : 270 000 €**
- **Attribution de compensation voirie ANRU (Solde) : 153 679 €**
- **Attribution de compensation voirie : 560 800 €**

**Opération 400 : Travaux d'améliorations urbaines**

- **Programme d'éclairage public : 643 500 €**  
(Fera l'objet d'une sollicitation DPV 2025)
- **Programme voirie 702 200 €**
- **Effacement des réseaux : 56 579 €**  
*Participation FDE : 27 510 €*

**Opération 900 : Equipements culturels**

- **Restauration d'œuvres d'art**  
**Groupe sculpté Chapelle de la Vierge :**  
**(Rénovation de 3 statues) 25 282 €**  
*Participation DRAC: 5 625 €*  
*Participation Département : 4 375 €*
- **Centre Interprétation 2<sup>nd</sup>e Guerre Mondiale : 1 080 000 €**  
*Participation Département : 359 525 €*
- **Aménagement Brasserie du Carmel : 278 200 €**  
*Participation Fondation Abbeville Patrimoine : 72 720 €*

### **Opération 14 : Amélioration du patrimoine**

- **Vestiaires Emonville :** 34 800 €
- **Aménagement Pôle Événementiel – Poulies** 80 500 €
- **Mise en accessibilité des bâtiments :** 60 000 €
- **Travaux conserverie** 293 000 €  
*Participation Etat – DPV (Report) :* 219 600 €
- **Aménagement Hôtel de Ville (Verrière)** 215 000 €
- **Travaux dans les logements communaux** 81 900 €

### **Opération 600 : Environnement et cadre de vie**

- **Aménagement Parc Emonville :** 200 000 €
- **Aire de jeux & City stade Menchecourt :** 180 000 €  
*Participation Etat – DPV :* 105 000 €
- **Aire de jeux Rouvroy :** 125 000 €  
*Participation Département :* 41 667 €
- **Aménagement Pont de Béthune :** 2 760 000 €  
*Participation Etat – AFITF :* 582 750 €  
*Participation Département :* 559 600 €  
*Participation Etat - FNADT :* 300 000 €

### **Opération 10 : Equipements sportifs**

- **Centre Robert Viarre** **354 000 €**  
(Vestiaires et raccordement terrain synthétique) :
- **Participation Région :** **150 000 €**
  
- **Mise en accessibilité salles de sports :** **30 000 €**
  
- **Aménagement Gymnase Ponthieu (Toiture terrasse) :** **70 000 €**
  
- **Aménagement Salle de Boxe (Toiture terrasse) :** **18 000 €**

### **Opération 101 : Stade Paul Delique**

- **Etude de programmation :** **38 600 €**

### **Opération 92 : Musée Boucher de Perthes**

- **Travaux (Fouilles, démolition, restauration) :** **3 326 714 €**  
**Participation Etat :** **100 000 €**  
**Participation Département :** **150 000 €**  
**Participation Région :** **100 000 €**  
**Participation DRAC :** **250 000 €**



## Etat d'endettement de la commune

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Annuité de la dette</b>	<b>1 182 533</b>	<b>1 263 069</b>	<b>1 364 665</b>	<b>1 508 039</b>	<b>1 746 677</b>	<b>2 024 141</b>
Capital	784 846	882 749	997 012	1 073 492	1 214 622	1 394 474
Intérêts	397 687	380 320	367 653	434 504	532 055	629 667
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	<b>14 612 420</b>	<b>15 269 669</b>	<b>15 272 657</b>	<b>16 602 499</b>	<b>19 432 877</b>	<b>18 038 403</b>

## Profil d'extinction de la dette

La charte de bonne conduite, dite « charte Gissler » qui consiste à classer les emprunts détenus par les collectivités en fonction de leur potentiel risque de taux, continue de faire état d'un recours à des produits très prudents.

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2025 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ANNUITÉ
2024	1 214 622,24	532 055,36	1 746 677,60	19 432 877,08
2025	1 394 474,47	629 666,76	2 024 141,23	18 038 402,61
2026	1 415 322,21	583 417,99	1 998 740,20	16 623 080,40
2027	1 411 885,84	537 111,02	1 948 996,86	15 211 194,56
2028	1 430 878,18	491 455,05	1 922 333,23	13 780 316,38
2029	1 331 927,32	444 995,83	1 776 923,15	12 448 389,06
2030	1 320 557,17	402 242,15	1 722 799,32	11 127 831,89
2031	1 306 860,58	359 721,55	1 666 582,13	9 820 971,31
2032	1 335 761,89	318 189,15	1 653 951,04	8 485 209,42
2033	1 341 349,33	274 986,49	1 616 335,82	7 143 860,09
2034	1 232 230,08	231 905,00	1 464 135,08	5 911 630,01
2035	1 254 487,10	194 012,40	1 448 499,50	4 657 142,91
2036	953 775,17	156 546,87	1 110 322,04	3 703 367,74
2037	637 693,82	127 342,62	765 036,44	3 065 673,92
2038	514 444,39	105 769,00	620 213,39	2 551 229,53
2039	524 810,11	88 128,54	612 938,65	2 026 419,42
2040	391 838,50	70 160,14	461 998,64	1 634 580,92
2041	366 477,42	56 008,35	422 485,77	1 268 103,50
2042	334 736,05	42 505,38	377 241,43	933 367,45
2043	340 919,34	30 449,26	371 368,60	592 448,11
2044	264 382,51	18 196,56	282 579,07	328 065,60
2045	69 189,97	11 146,68	80 336,65	258 875,63
2046	70 216,42	8 754,90	78 971,32	188 659,21
2047	71 277,78	6 328,21	77 605,99	117 381,43
2048	72 375,37	3 865,29	76 240,66	45 006,06
2049	45 006,06	1 365,33	46 371,39	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20 647 499,32</b>	<b>5 726 325,88</b>	<b>26 327 453,81</b>	

## Evolution des ratios de dette du Budget Principal

Annuité de la dette		
Année 2023	65 €	hab
Année 2024	76 €	/hab
Année 2025	89 €	/hab
Moy. strate	126 €	/hab

Encours de la dette		
Encours de la dette au 31/12/2024	845 €	/hab
Moy. strate	976 €	/hab

Taux de charge de la dette (annuité / ressources de Fonctionnement)			
Année	RR courantes de Fonct.	Annuité	Taux charge de la dette
2022	27 940 179 €	1 364 666 €	4.88 %
2023	29 861 345 €	1 507 996 €	5.05 %
Estimation 2024	30 343 157 €	1 746 677 €	5.76 %
Projection 2025	30 621 885 €	2 024 141 €	6,61 %
Moy. strate			7,61 %

Capacité de désendettement			
Année	Epargne brute	Encours de la dette	Capacité de désendettement (en années)
2022	1 009 028 €	15 272 657 €	15.14
2023	2 611 877 €	16 602 499 €	6.36
Estimation 2024	2 357 270 €	19 432 877 €	8.24
Projection 2025	2 209 021 €	20 710 967 €	9.38

*Nombre d'années nécessaires pour amortir l'encours de la dette si la commune consacre l'intégralité de son autofinancement brut. Zone d'alerte > 10*

Les ratios et indicateurs ci-dessus traduisent un état d'endettement toujours favorable pour la Commune, malgré les emprunts contractés en 2024.

## SYNTHESE DE LA PROJECTION 2025-2028

	Rétrospective	Prospective				
	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produit des contributions directes	14 377 030	14 930 779	15 121 872	15 396 259	15 674 011	15 955 180
Fiscalité indirecte	973 921	1 032 247	1 024 050	1 024 050	1 024 050	1 024 050
Dotations	13 077 721	12 662 266	12 877 046	12 961 490	13 090 896	13 223 538
Autres recettes d'exploitation	1 432 673	1 717 865	1 598 917	1 598 917	1 598 917	1 598 917
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>29 861 345</b>	<b>30 343 157</b>	<b>30 621 885</b>	<b>30 980 716</b>	<b>31 387 874</b>	<b>31 801 685</b>
60 Achats	1 821 580	1 943 224	1 982 088	2 021 730	2 062 165	2 103 408
61 Services extérieurs	3 462 135	3 521 483	3 591 913	3 663 751	3 737 026	3 811 766
62 Autres services extérieurs	369 562	428 480	428 480	428 480	428 480	428 480
Taxes Foncières	110 183	105 898	110 000	110 000	110 000	110 000
Autres	19 427	23 722	20 000	20 000	20 000	20 000
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>5 782 887</b>	<b>6 022 807</b>	<b>6 132 481</b>	<b>6 243 961</b>	<b>6 357 671</b>	<b>6 473 654</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>13 813 158</b>	<b>14 316 468</b>	<b>14 602 797</b>	<b>14 894 853</b>	<b>15 192 750</b>	<b>15 496 605</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>2 329 292</b>	<b>3 704 052</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>	<b>3 784 384</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	434 504	532 055	629 667	663 595	708 299	779 409
Autres dépenses de fonctionnement	4 840 978	3 258 852	3 213 535	3 213 535	3 213 535	3 213 535
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>27 200 818</b>	<b>27 834 234</b>	<b>28 362 864</b>	<b>28 800 328</b>	<b>29 256 640</b>	<b>29 747 587</b>
<b>Epargne de gestion</b>	<b>3 046 381</b>	<b>2 889 325</b>	<b>2 838 688</b>	<b>2 793 982</b>	<b>2 789 534</b>	<b>2 783 506</b>
Intérêts de la dette	434 504	532 055	629 667	663 595	708 299	779 409
<b>Epargne brute</b>	<b>2 611 877</b>	<b>2 357 270</b>	<b>2 209 021</b>	<b>2 130 388</b>	<b>2 081 235</b>	<b>2 004 097</b>
Remboursement capital de la dette	1 073 492	1 214 622	1 394 474	1 514 783	1 630 935	1 849 630
<b>Epargne nette</b>	<b>1 538 385</b>	<b>1 142 648</b>	<b>814 547</b>	<b>615 604</b>	<b>450 300</b>	<b>154 467</b>
FCTVA	412 125	450 699	1 032 477	1 169 576	1 287 188	1 586 431
Emprunts	2 403 334	4 045 000	2 672 564	3 133 177	4 933 487	5 187 076
Autres recettes	552 760	1 299 367	3 737 111	3 208 437	3 250 025	8 866 125
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>3 368 219</b>	<b>5 795 066</b>	<b>7 442 151</b>	<b>7 511 189</b>	<b>9 470 700</b>	<b>15 639 632</b>
Sous-total dépenses d'équipement	5 880 975	8 604 253	8 306 698	8 176 794	9 971 000	15 844 098
Autres investissements hors PPI	607	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	1 073 492	1 214 622	1 394 474	1 514 783	1 630 935	1 849 630
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>6 955 074</b>	<b>9 818 875</b>	<b>9 701 172</b>	<b>9 691 577</b>	<b>11 601 935</b>	<b>17 693 728</b>
Fonds de roulement en début d'exercice	4 294 894	3 368 567	1 853 680	1 853 680	1 853 680	1 853 680
Résultat de l'exercice	- 926 327	- 1 514 887	0	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 368 567	1 853 680	1 853 680	1 853 680	1 853 680	1 853 680

La synthèse du PPI ci-dessus, nécessite sur la période 2025-2028 un volume d'emprunts d'environ 15 925 000 € pour pouvoir financer les différents projets.

### ESTIMATION DU BESOIN DE FINANCEMENT POUR 2025

Emprunt nouveau Budget principal (Estimation)	Emprunt nouveau Budgets annexes (Estimation)	Emprunt nouveau total (Estimation)	Remboursement en capital Budget principal	Remboursement en capital Budgets annexes	Remboursement en capital total	Besoin de financement total (Estimation)
2 672 564 €	1 330 930 €	4 003 494 €	1 394 474 €	755 168 €	2 149 642 €	1 853 852 €

### Evolution du Fonds de roulement

**Définition du Fonds de roulement (FDR) :** Excédent de ressources dont dispose la collectivité dans son haut de bilan après avoir financé l'ensemble de ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est négatif, cela signifie que la collectivité a mobilisé ses réserves pour financer ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est positif, cela signifie que la collectivité a mobilisé plus de ressources que ses besoins. Elle a donc reconstitué son FDR.

CALCUL DU FONDS DE ROULEMENT	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Epargne nette</b>	1 538 385	1 142 648	814 547	615 604	450 300	154 467
+ Recettes INV hors emprunts	964 885	1 750 065	4 769 587	4 378 012	4 537 213	10 452 556
+ Cessions	48 650	151 653	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>= Total Financement de l'investissement</b>	<b>2 551 920</b>	<b>3 044 366</b>	<b>5 634 134</b>	<b>5 043 616</b>	<b>5 037 513</b>	<b>10 657 023</b>
- Dépenses d'invest. Hors dette	5 881 582	8 604 253	8 306 698	8 176 793	9 971 000	15 844 099
<b>= Besoin de financement</b>	<b>-3 329 662</b>	<b>-5 559 887</b>	<b>-2 672 564</b>	<b>-3 133 177</b>	<b>-4 933 487</b>	<b>-5 187 076</b>
+ EMPRUNT et assimilés	2 403 334	4 045 000	2 672 564	3 133 177	4 933 487	5 187 076
<b>= Variation FDR</b>	<b>-926 328</b>	<b>-1 514 887</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>FOND DE ROULEMENT (FDR) au 31/12/n</b>	3 368 567	1 853 680	1 853 680	1 853 680	1 853 680	1 853 680

# BUDGETS ANNEXES



## *LE SERVICE DE L'EAU*

## Les recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
<b>Atténuation de charges (chap 013)</b>	<b>94</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres redevances (surtaxe communale Eau)	589 048	676 318	650 000	650 000	650 000	650 000
Locations diverses (terrain SAFER)	921	958	980	1 010	1 040	1 070
<b>Produits des services (chap 70)</b>	<b>589 969</b>	<b>677 276</b>	<b>650 980</b>	<b>651 010</b>	<b>651 040</b>	<b>651 070</b>
<b>Subventions d'exploitation (chap 74)</b>	<b>0</b>	<b>81 773</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
<b>Autres produits de gestion courante (chap 75)</b>	<b>25 947</b>	<b>52 805</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>616 010</b>	<b>811 854</b>	<b>730 980</b>	<b>731 010</b>	<b>731 040</b>	<b>731 070</b>

La principale recette de fonctionnement du service de l'Eau est la **surtaxe communale (+ 87 270 € par rapport à 2023)**. Celle-ci est calculée sur le volume d'eau consommé par le taux voté de la surtaxe (pour rappel 0,45 € le m<sup>3</sup> pour le particulier).

Les autres produits de gestion courante constituent les redevances versées par les opérateurs de télécommunications pour des antennes relais qui sont installées sur les châteaux d'eau.

## Les dépenses réelles de fonctionnement

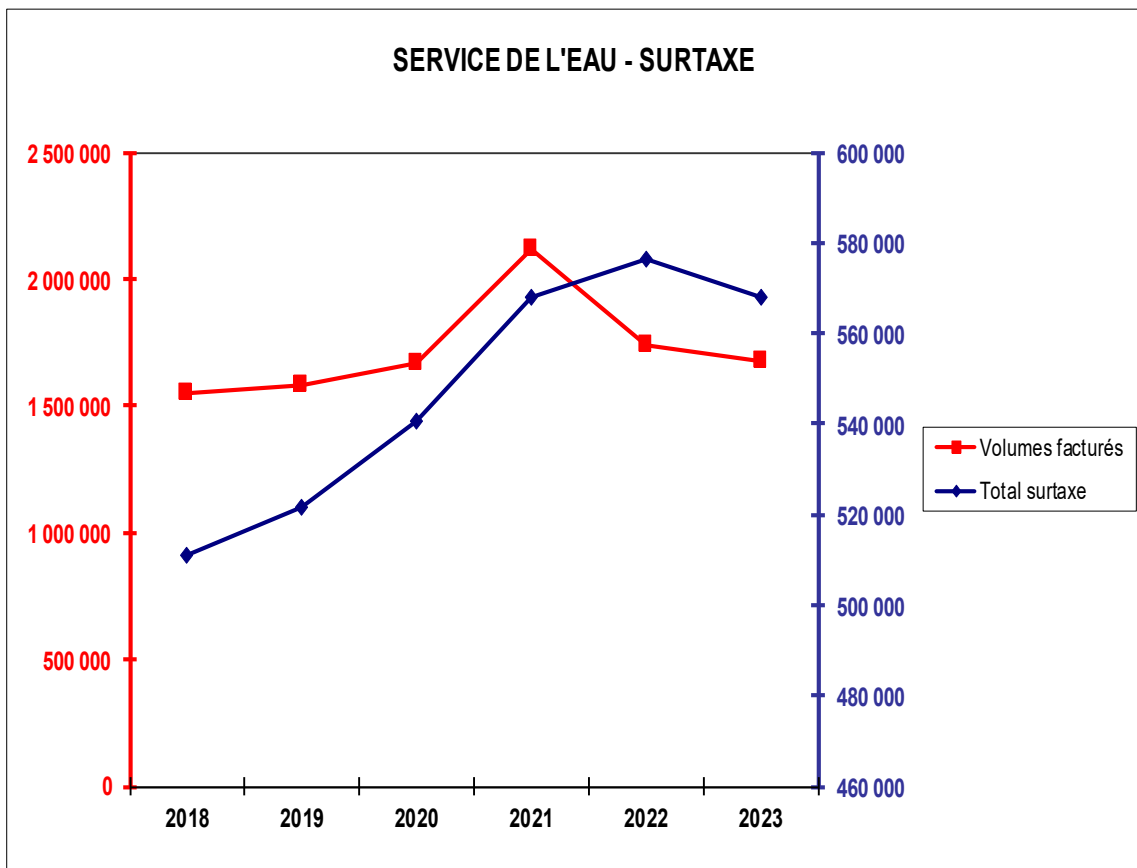
	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	0	205	200	200	200	200
61 Services extérieurs	65 356	129 146	130 000	130 000	130 000	130 000
62 Autres services extérieurs	2 650	249	1 000	1 000	1 000	1 000
Taxes foncières	10 691	11 198	11 390	11 560	11 735	11 910
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>78 697</b>	<b>140 798</b>	<b>142 590</b>	<b>142 760</b>	<b>142 935</b>	<b>143 110</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>106 034</b>	<b>108 377</b>	<b>109 000</b>	<b>110 000</b>	<b>111 000</b>	<b>112 000</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>184 731</b>	<b>249 175</b>	<b>301 590</b>	<b>252 760</b>	<b>253 935</b>	<b>255 110</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	163 063	200 424	211 191	197 079	182 688	168 228
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	3 613	207	5 771	5 771	5 771	5 771
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>351 407</b>	<b>449 806</b>	<b>518 552</b>	<b>455 610</b>	<b>442 394</b>	<b>429 109</b>

Prévision d'un crédit d'indemnisation des commerçants suite aux travaux des réseaux Avenue et Pont de la gare (50 000 €).

**Service de l'Eau – Surtaxe et volumes d'eau facturés**

**SERVICE DE L'EAU - SURTAXE**

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>VOLUMES FACTURES</b>							
1er Semestre	338 231	326 778	346 118	328 283	298 009	282 760	394 134
2ème Semestre	1 210 754	1 253 672	1 325 077	1 785 588	1 437 644	1 396 928	
<b>Volumes facturés</b>	<b>1 548 985</b>	<b>1 580 450</b>	<b>1 671 195</b>	<b>2 113 871</b>	<b>1 735 653</b>	<b>1 679 688</b>	<b>394 134</b>
<b>SURTAXE</b>							
1er Semestre	115 590,01	115 077,45	112 371,19	106 150,61	103 330,18	98 032,90	206 321,30
2ème Semestre	395 628,77	406 379,22	428 218,84	461 921,40	473 015,13	469 996,51	
<b>Total surtaxe</b>	<b>511 218,78</b>	<b>521 456,67</b>	<b>540 590,03</b>	<b>568 072,01</b>	<b>576 345,31</b>	<b>568 029,41</b>	<b>206 321,30</b>





## Etat d'endettement du service de l'Eau

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Annuité de la dette</b>	<b>431 410</b>	<b>437 730</b>	<b>444 724</b>	<b>515 962</b>	<b>574 953</b>	<b>608 475</b>
Capital	283 237	303 496	316 282	352 899	374 539	397 284
Intérêts	148 173	134 234	128 442	163 063	200 414	211 191
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	<b>5 368 526</b>	<b>5 441 428</b>	<b>5 705 146</b>	<b>5 952 999</b>	<b>5 977 460</b>	<b>5 580 176</b>

La structure de la dette pour le service de l'Eau au 31 décembre 2024 est composée de 17 contrats de prêts dont 4 contrats à taux variables indexés sur le Livret A, 1 contrat indexé sur l'EURIBOR 3 mois et 4 contrats de l'Agence de l'eau qui sont des avances remboursables sans intérêts.

### Profil d'extinction de la dette

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2025 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2024	374 538,72	200 414,15	574 952,87	5 977 460,20
2025	397 283,57	211 190,93	608 474,50	5 580 176,63
2026	404 333,50	197 079,27	601 412,77	5 175 843,13
2027	411 661,02	182 687,82	594 348,84	4 764 182,11
2028	419 276,11	168 228,02	587 504,13	4 344 906,00
2029	427 193,90	153 019,80	580 213,70	3 917 712,10
2030	435 423,13	137 719,19	573 142,32	3 482 288,97
2031	443 977,61	122 090,66	566 068,27	3 038 311,36
2032	452 869,79	106 256,70	559 126,49	2 585 441,57
2033	372 088,84	89 796,11	461 884,95	2 213 352,73
2034	377 901,26	76 900,95	454 802,21	1 835 451,47
2035	383 934,90	63 781,62	447 716,52	1 451 516,57
2036	276 864,50	50 688,57	327 553,07	1 174 652,07
2037	275 670,13	41 165,15	316 835,28	898 981,94
2038	234 558,88	31 482,36	266 041,24	664 423,06
2039	185 723,08	22 867,28	208 590,36	478 699,98
2040	64 041,99	16 246,82	80 288,81	414 657,99
2041	65 662,66	14 083,51	79 746,17	348 995,33
2042	44 489,66	11 894,38	56 384,04	304 505,67
2043	45 459,67	10 351,73	55 811,40	259 046,00
2044	46 462,66	8 806,10	55 268,76	212 583,34
2045	47 499,75	7 226,37	54 726,12	165 083,59
2046	48 572,10	5 611,38	54 183,48	116 511,49
2047	49 680,92	3 959,92	53 640,84	66 830,57
2048	50 827,45	2 270,75	53 098,20	16 003,12
2049	16 003,12	542,64	16 545,76	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 351 998,92</b>	<b>1 936 362,18</b>	<b>8 288 361,10</b>	

## Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Autres recettes (créances transfert drts déduction TVA)	135 134	0	0	0	0	0
Subventions Agence de l'eau	0	41 660	230 000	100 000	100 000	100 000
FCTVA	0	0	29 800	110 000	110 000	110 000
<b>Sous-total des recettes d'investissement</b>	<b>135 134</b>	<b>41 660</b>	<b>259 800</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>
Emprunts en cours	600 708	399 000	430 930	300 000	300 000	300 000
Affectation du résultat	107 330	32 509	0	0	0	0
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>843 172</b>	<b>473 169</b>	<b>690 730</b>	<b>510 000</b>	<b>510 000</b>	<b>510 000</b>

## Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	810 801	200 895	770 000	500 000	500 000	500 000
<b>Sous-total dépenses d'équipement</b>	<b>810 801</b>	<b>200 895</b>	<b>770 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
Remboursement capital de la dette	352 899	374 539	397 284	404 333	411 661	419 276
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 163 700</b>	<b>575 434</b>	<b>1 167 284</b>	<b>904 333</b>	<b>911 661</b>	<b>919 276</b>

En 2024, des travaux sur les réseaux d'eau ont été réalisés notamment sur la rue Pierre Brossolette ainsi que sur l'avenue et le pont de la gare.

En 2025, est prévu notamment des travaux sur les réseaux d'eau sur la route des Polonais et également sur la rue cité Leday.

## Plan Pluriannuel des travaux du service de l'eau

PLURIANNUEL EAU POTABLE			
opérations	2025	2026	2027
<b>TRAVAUX EAU POTABLE</b>			
<b>renouvellement de canalisation AEP</b>	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>montant</b>	HT	HT	HT
route des Polonais (700ml )	431 642,00 €		
Moe rte des Polonais	8 940,00 €		
sps 2%	8 632,84 €		
quai de la Pointe			226 666,67
rue du Prayel			145 833,33
rue Jean de Ponthieu		176 666,67 €	
rue des Teinturiers		183 333,33 €	
place Amiral Courbet		216 666,67 €	
rue Duchesne de la Motte		75 000,00 €	
<b>canalisation à renouveler casse réseau (préconisation RAD véolia)</b>			
rue de la Cité Leday (535 ml)	250 000,00 €		
rue Hôtel Dieu		220 000,00 €	
rue Saint Gilles			
<b>Contrôle après travaux</b>			
étanchéité, compactage	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
<b>Travaux sur réservoir</b>			
diagnostic intérieur château d'eau rte de Doullens	10 000,00 €		
mise en sécurité équipements internes 2 échelles d'accès	10 000,00 €		
<b>Station de captage</b>			
comblement puits de l'Ermittage			
fourniture et pose des glissières RD925+ mission Moe	Pour Mémoire (obligation DUP)		
<b>Étude et maîtrise d'œuvre</b>			
campagne d'analyses d'eau complémentaires	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
AMO diagnostic de l'UDI	25 000,00 €		
<b>Contrat Action Ressource en Eau</b>			
animation PA et CARE Ameva (avenant convention 2024)	3 850,00 €		
animation PA et CARE Ameva	24 832,00 €	24 832,00 €	24 832,00 €
	20 000,00 €	27 510,00 €	41 810,00 €
mise en oeuvre Plan d'Action agricole: lettre information technique, accompagnement plantation de haies, analyses reliquat intrants en entrée et en sortie d'hiver			
<b>TOTAL € HT</b>	<b>817 896,84</b>	<b>949 008,67</b>	<b>464 142,00</b>
<b>TOTAL € TTC</b>	<b>981 476,21</b>	<b>1 138 810,40</b>	<b>556 970,40</b>



## *LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT*

## Les recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Autres redevances (surtaxe communale Assainissement)	354 095	469 985	450 000	450 000	450 000	450 000
Fonds de travaux	118 328	213 710	21 608	0	0	0
Redevances matières de vidanges	518	2 800	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Produits des services (chap 70)</b>	<b>472 941</b>	<b>686 495</b>	<b>472 608</b>	<b>451 000</b>	<b>451 000</b>	<b>451 000</b>
Prime d'épuration	48 624	116 895	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>Subventions d'exploitation (chap 74)</b>	<b>48 624</b>	<b>116 895</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
<b>Autres produits de gestion courante (chap 75)</b>	<b>0</b>	<b>18 879</b>	<b>18 879</b>	<b>18 879</b>	<b>18 879</b>	<b>18 879</b>
Fonds de soutien - sortie des emprunts à risques	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286
<b>Produits financiers (Chap 76)</b>	<b>27 286</b>	<b>27 286</b>	<b>27 286</b>	<b>27 286</b>	<b>27 286</b>	<b>27 286</b>
Autres produits exceptionnels	2 441	0	0	0	0	0
<b>Produits exceptionnels (Chap 77)</b>	<b>2 441</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>551 292</b>	<b>849 555</b>	<b>568 773</b>	<b>547 165</b>	<b>547 165</b>	<b>547 165</b>

La principale recette de fonctionnement du service de l'Assainissement est la **surtaxe communale (+ 115 890 € par rapport à 2023)**. Celle-ci est calculée sur le volume d'eau consommé par le taux voté de la surtaxe (**pour rappel 0,35 € le m<sup>3</sup> pour le particulier**).

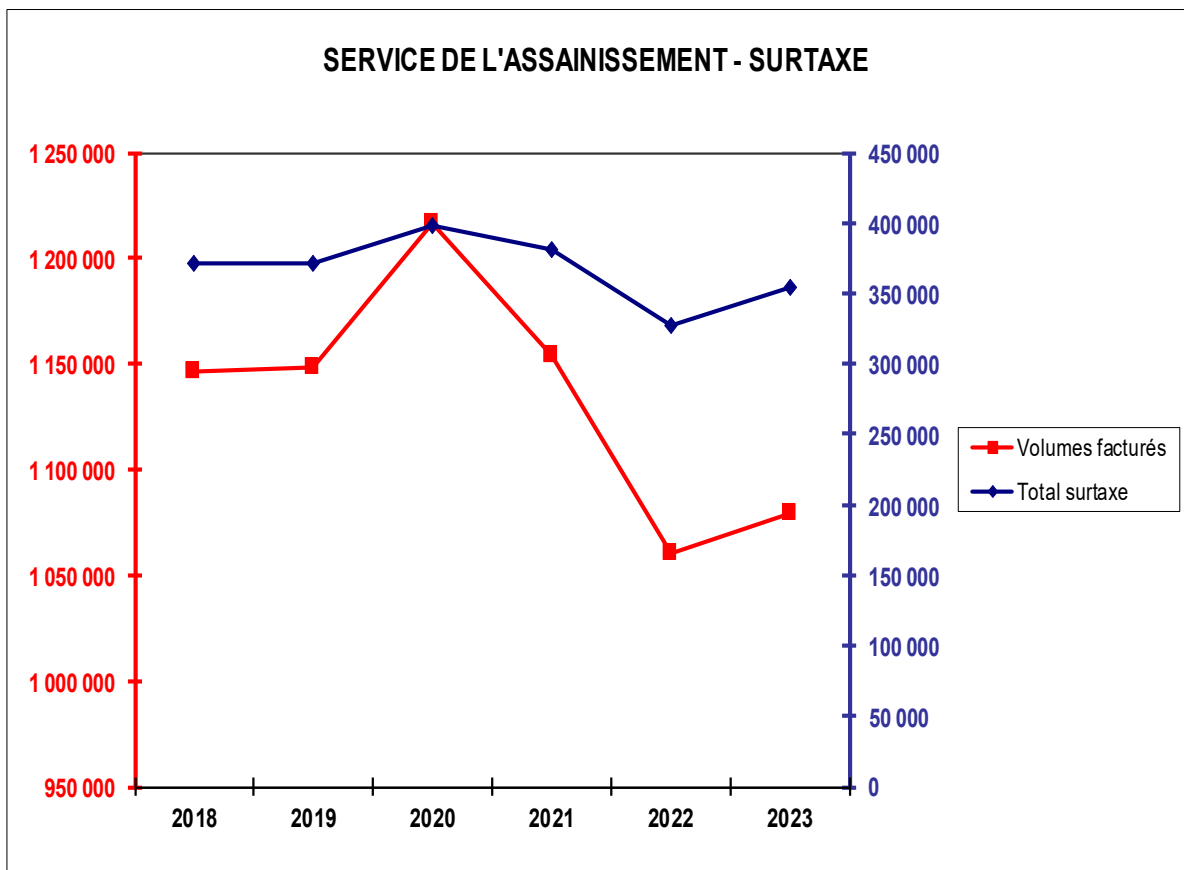
## Les dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	24	0	100	100	100	100
61 Services extérieurs	11 077	17 562	20 000	20 000	20 000	20 000
62 Autres services extérieurs	1 944	498	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>13 045</b>	<b>18 060</b>	<b>21 100</b>	<b>21 100</b>	<b>21 100</b>	<b>21 100</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>125 109</b>	<b>139 929</b>	<b>170 000</b>	<b>171 000</b>	<b>172 000</b>	<b>173 000</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>3 459</b>	<b>112</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>141 613</b>	<b>158 101</b>	<b>192 600</b>	<b>193 600</b>	<b>194 600</b>	<b>195 600</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	112 171	117 932	122 381	114 069	105 630	97 091
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	-1 184	-4 264	1 578	1 578	1 578	1 578
<b>Charges financières (chap 66)</b>	<b>110 987</b>	<b>113 668</b>	<b>123 959</b>	<b>115 647</b>	<b>107 208</b>	<b>98 669</b>
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>252 600</b>	<b>271 769</b>	<b>316 559</b>	<b>309 247</b>	<b>301 808</b>	<b>294 269</b>

**Service de l'Assainissement – Surtaxe et volume d'eau facturés**

**SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - SURTAXE**

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>VOLUMES FACTURES</b>							
1er Semestre	375 371	369 852	371 533	355 174	301 054	284 923	368 704
2ème Semestre	771 091	778 246	844 879	798 664	759 157	794 414	
<b>Volumes facturés</b>	<b>1 146 462</b>	<b>1 148 098</b>	<b>1 216 412</b>	<b>1 153 838</b>	<b>1 060 211</b>	<b>1 079 337</b>	<b>368 704</b>
<b>SURTAXE</b>							
1er Semestre	123 576,21	121 459,67	122 427,26	119 974,79	85 617,49	81 003,88	148 795,98
2ème Semestre	247 686,06	250 078,89	275 253,03	261 709,11	240 968,33	272 497,58	
<b>Total surtaxe</b>	<b>371 262,27</b>	<b>371 538,56</b>	<b>397 680,29</b>	<b>381 683,90</b>	<b>326 585,82</b>	<b>353 501,46</b>	<b>148 795,98</b>





## Etat d'endettement du service de l'Assainissement

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Annuité de la dette</b>	<b>361 629</b>	<b>413 793</b>	<b>369 906</b>	<b>389 387</b>	<b>394 144</b>	<b>424 712</b>
Capital	248 779	309 225	273 007	277 216	276 212	302 331
Intérêts	112 850	104 568	96 899	112 171	117 932	122 381
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	<b>4 483 764</b>	<b>4 238 440</b>	<b>4 250 432</b>	<b>4 131 550</b>	<b>4 300 507</b>	<b>3 998 176</b>

La structure de la dette pour le service de l'Assainissement au 31 décembre 2024 est composée de 23 contrats de prêts dont 3 contrats à taux indexé sur le Livret A et 15 contrats de l'Agence de l'eau qui sont des avances remboursables sans intérêts.

### Profil d'extinction de la dette

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2025 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2024	276 212,34	117 932,08	394 144,42	4 300 507,29
2025	302 331,26	122 381,09	424 712,35	3 998 176,03
2026	308 986,16	114 068,65	423 054,81	3 689 189,87
2027	315 904,07	105 630,00	421 534,07	3 373 285,80
2028	311 346,70	97 090,66	408 437,36	3 061 939,10
2029	305 279,49	88 136,66	393 416,15	2 756 659,61
2030	300 838,62	79 342,10	380 180,72	2 455 820,99
2031	308 925,99	70 759,63	379 685,62	2 146 895,00
2032	317 337,75	61 987,73	379 325,48	1 829 557,25
2033	326 087,92	52 835,40	378 923,32	1 503 469,33
2034	335 191,16	43 406,06	378 597,22	1 168 278,17
2035	343 631,70	33 716,26	377 347,96	824 646,47
2036	252 687,88	23 737,58	276 425,46	571 958,59
2037	152 116,63	16 272,64	168 389,27	419 841,96
2038	76 100,51	11 989,17	88 089,68	343 741,45
2039	64 850,66	10 224,98	75 075,64	278 890,79
2040	45 959,86	8 413,42	54 373,28	232 930,93
2041	44 934,13	7 153,63	52 087,76	187 996,80
2042	26 208,27	5 867,13	32 075,40	161 788,53
2043	26 463,94	5 125,94	31 589,88	135 324,59
2044	26 728,31	4 376,05	31 104,36	108 596,28
2045	27 001,66	3 617,18	30 618,84	81 594,62
2046	22 875,86	2 849,01	25 724,87	58 718,76
2047	23 168,12	2 071,23	25 239,35	35 550,64
2048	23 470,41	1 283,42	24 753,83	12 080,23
2049	12 080,23	485,52	12 565,75	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 576 719,63</b>	<b>1 090 753,22</b>	<b>5 667 472,85</b>	

## Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Subventions Agence de l'eau	114 620	273 766	250 000	100 000	100 000	100 000
Fonds de travaux	75 231	594 229	114 018	0	0	0
Autres recettes (créances transfert drts déduction TVA)	162 326	0	0	0	0	0
FCTVA	0	0	66 200	150 000	150 000	150 000
<b>Sous-total des recettes d'investissement</b>	<b>352 177</b>	<b>867 995</b>	<b>430 218</b>	<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>250 000</b>
Emprunts en cours	158 334	357 000	900 000	500 000	500 000	500 000
Affectation du résultat	0	438 108	341 333	0	0	0
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>510 511</b>	<b>1 663 103</b>	<b>1 671 551</b>	<b>750 000</b>	<b>750 000</b>	<b>750 000</b>

## Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	1 167 516	1 254 344	1 300 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
<b>Sous-total dépenses d'équipement</b>	<b>1 167 516</b>	<b>1 254 344</b>	<b>1 300 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>
Remboursement capital de la dette	277 216	276 212	302 331	308 986	315 904	311 347
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 444 732</b>	<b>1 530 556</b>	<b>1 602 331</b>	<b>1 308 986</b>	<b>1 315 904</b>	<b>1 311 347</b>

En 2024, des travaux sur les réseaux d'assainissement ont été réalisés notamment sur la rue Pierre Brossolette ainsi que sur l'avenue et le pont de la gare.

En 2025, est prévu notamment des travaux sur les réseaux d'assainissement sur la route des Polonais et également sur la rue Pasteur.



## Plan Pluriannuel des travaux du service de l'assainissement

PLURIANNUEL ASSAINISSEMENT			
opérations	2025	2026	2027
<b>TRAVAUX ASSAINISSEMENT</b>			
renouvellement de réseau			
Montant			
route des Polonais	685 428,00		
Moe route des Polonais	8 940,00		
forfait mission SPS 2%	13 708,56		
rue Pasteur gainage	384 855,00		
quai de la pointe ( renouvellement des branchements)			104 166,67
rue Prayel (renouvellement)			195 833,33
impasse de la commanderie (préconisation Véolia)			50 000,00
rue Jean de Ponthieu		93 791,67	
rue des Teinturiers		251 666,67	
place Amiral Courbet			
rue Duchesne de la Motte		163 333,37	
création & mise en conformité des boites	75 000,00	75 000,00	75 000,00
<b>Inspection télévisée des réseaux et tests</b>			
Inspection télévisée des réseaux et tests étanchéité, compactage	50 000,00	50 000,00	50 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>1 217 931,56</b>	<b>633 791,71</b>	<b>475 000,00</b>
<b>Étude</b>			
AMO réactualisation de l'étude diagnostic du système d'assainissement	20 833,33		
campagne de RSDE ( attente retour campagne Véolia)	32 000,00	20 833,33	20 833,33
campagne d'autosurveillance de niveau 2	4 166,67	4 000,00	4 000,00
<b>Total Etude</b>	<b>57 000,00</b>	<b>24 833,33</b>	<b>24 833,33</b>
<b>TOTAL € HT</b>	<b>1 274 931,56</b>	<b>658 625,04</b>	<b>499 833,33</b>
<b>TOTAL € TTC</b>	<b>1 529 917,87</b>	<b>790 350,05</b>	<b>599 800,00</b>



## *CINEMA LE REX*

## Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
<b>Atténuations de charges (chap 013)</b>	<b>53</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prestations de services - entrées	109 556	132 228	130 000	130 000	130 000	130 000
<b>Produits des services (chap 70)</b>	<b>109 556</b>	<b>132 228</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>
Subventions d'exploitation (chap 74)	173 000	173 000	173 000	173 000	173 000	173 000
Label Art et Essai	37 191	33 158	33 500	33 500	33 500	33 500
DRAC	0	0	36 000	30 000	30 000	30 000
<b>Subventions d'exploitation (chap 74)</b>	<b>210 191</b>	<b>206 158</b>	<b>242 500</b>	<b>236 500</b>	<b>236 500</b>	<b>236 500</b>
Autres	1 768	164	500	500	500	500
<b>Autres produits de gestion courante (Chap 75)</b>	<b>1 768</b>	<b>164</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
Fonds de soutien - sortie des emprunts à risque	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906
<b>Produits financiers (Chap 76)</b>	<b>1 906</b>	<b>1 906</b>	<b>1 906</b>	<b>1 906</b>	<b>1 906</b>	<b>1 906</b>
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>323 474</b>	<b>340 456</b>	<b>374 906</b>	<b>368 906</b>	<b>368 906</b>	<b>368 906</b>

On constate sur l'exercice 2024, un réel dynamisme sur le nombre d'entrées (132 228 €)  
De plus, le budget du Cinéma le Rex a reçu diverses recettes notamment le Label Art et Essai (33 158 €).

## Les dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	22 512	31 522	32 000	33 000	34 000	35 000
61 Services extérieurs	91 803	114 761	140 000	120 000	120 000	120 000
62 Autres services extérieurs	7 450	8 782	9 000	9 000	9 000	9 000
63 Impôts et taxes	15 276	15 253	15 300	15 400	15 500	15 600
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>137 041</b>	<b>170 318</b>	<b>196 300</b>	<b>177 400</b>	<b>178 500</b>	<b>179 600</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>148 206</b>	<b>141 604</b>	<b>170 000</b>	<b>171 000</b>	<b>172 000</b>	<b>173 000</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>285 264</b>	<b>311 922</b>	<b>366 350</b>	<b>348 450</b>	<b>350 550</b>	<b>352 650</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	3 934	3 612	3 318	3 027	2 728	2 429
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	-202	-220	-218	-218	-218	-218
<b>Charges financières (chap 66)</b>	<b>3 732</b>	<b>3 392</b>	<b>3 100</b>	<b>2 809</b>	<b>2 510</b>	<b>2 211</b>
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>288 996</b>	<b>315 314</b>	<b>369 450</b>	<b>351 259</b>	<b>353 060</b>	<b>354 861</b>

En 2024, le poste de locations de films a fortement augmenté (54 785 € contre 52 734 € en 2023).  
Cependant, ce chiffre est lié avec celui des entrées et évolue donc en fonction de ce dernier.

Programmation du festival Cinémondos en 2025 à hauteur de 30 000 €.

## Etat d'endettement du Budget Cinéma le Rex

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Annuité de la dette</b>	<b>19 869</b>	<b>19 807</b>	<b>19 758</b>	<b>16 477</b>	<b>13 206</b>	<b>13 151</b>
Capital	14 330	14 799	15 287	12 543	9 594	9 833
Intérêts	5 539	5 008	4 471	3 934	3 612	3 318
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	<b>164 295</b>	<b>149 496</b>	<b>134 209</b>	<b>121 666</b>	<b>112 072</b>	<b>102 239</b>

La structure de la dette pour le Cinéma le Rex au 31 décembre 2024 est composée d'un contrat de prêt à taux fixe.

### Profil d'extinction de la dette

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2025 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2024	9 594,25	3 611,85	13 206,10	112 071,69
2025	9 833,48	3 317,94	13 151,42	102 238,21
2026	10 081,09	3 026,82	13 107,91	92 157,12
2027	10 337,38	2 728,35	13 065,73	81 819,74
2028	10 602,62	2 428,96	13 031,58	71 217,12
2029	9 269,95	2 108,42	11 378,37	61 947,17
2030	9 554,09	1 833,98	11 388,07	52 393,08
2031	9 848,17	1 551,14	11 399,31	42 544,91
2032	10 152,56	1 263,02	11 415,58	32 392,35
2033	10 467,58	959,00	11 426,58	21 924,77
2034	10 793,65	649,10	11 442,75	11 131,12
2035	11 131,12	329,54	11 460,66	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>121 665,94</b>	<b>23 808,12</b>	<b>145 474,06</b>	

## Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Subventions CNC	139 167	49 713	65 000	1 000	1 000	1 000
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>139 167</b>	<b>49 713</b>	<b>65 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>

Le versement des subventions du Centre National du Cinéma (CNC) sur des investissements liés à l'activité du Cinéma à hauteur de 90% du montant HT.

A titre d'information, le solde du fonds CNC restant s'élève à environ 70 000 €.

## Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	219 678	31 835	115 000	30 000	30 000	30 000
<b>Sous-total dépenses d'équipement</b>	<b>219 678</b>	<b>31 835</b>	<b>115 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
Remboursement capital de la dette	12 543	9 594	9 833	10 081	10 337	10 603
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>232 221</b>	<b>41 429</b>	<b>124 833</b>	<b>40 081</b>	<b>40 337</b>	<b>40 603</b>

En 2024, il est à noter le remplacement des afficheurs extérieurs ainsi que des portes affiches.

En 2025, est prévu notamment le remplacement du projecteur de la salle 1 ainsi que d'une chaîne sonore.



## *MARCHE COUVERT*

## Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Prestations de services	56 869	80 787	80 000	80 000	80 000	80 000
<b>Ventes de produits, prestations de services (chap 70)</b>	<b>56 869</b>	<b>80 787</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>
Subventions d'exploitation	35 000	29 000	28 000	28 000	28 000	28 000
<b>Subventions d'exploitation (chap 74)</b>	<b>35 000</b>	<b>29 000</b>	<b>28 000</b>	<b>28 000</b>	<b>28 000</b>	<b>28 000</b>
Redevances d'exploitation	8 219	0	0	0	0	0
<b>Autres produits de gestion courante (Chap 75)</b>	<b>8 219</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pénalités DSP	1 800	0	0	0		0
<b>Produits exceptionnels (Chap 77)</b>	<b>1 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>101 888</b>	<b>109 787</b>	<b>108 000</b>	<b>108 000</b>	<b>108 000</b>	<b>108 000</b>

## Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	5 459	3 561	5 000	5 000	5 000	5 000
61 Services extérieurs	6 176	3 263	3 500	3 500	3 500	3 500
62 Autres services extérieurs	1 566	249	1 000	1 000	1 000	1 000
63 Taxe foncière	4 917	5 188	5 280	5 360	5 440	5 520
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>18 118</b>	<b>12 261</b>	<b>14 780</b>	<b>14 860</b>	<b>14 940</b>	<b>15 020</b>
<b>Charges de personnel (chap 012)</b>	<b>24 830</b>	<b>35 144</b>	<b>35 300</b>	<b>35 500</b>	<b>35 700</b>	<b>35 900</b>
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>42 950</b>	<b>47 406</b>	<b>50 090</b>	<b>50 370</b>	<b>50 650</b>	<b>50 930</b>
Intérêts de la dette (art 66111)	12 485	10 498	8 415	6 232	3 946	1 550
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	-27	-28	-30	-30	-30	-30
<b>Charges financières (chap 66)</b>	<b>12 458</b>	<b>10 470</b>	<b>8 385</b>	<b>6 202</b>	<b>3 916</b>	<b>1 520</b>
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>55 408</b>	<b>57 876</b>	<b>58 475</b>	<b>56 572</b>	<b>54 566</b>	<b>52 450</b>

## Etat d'endettement du Budget Marché couvert

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Annuité de la dette</b>	<b>54 134</b>	<b>35 946</b>	<b>54 135</b>	<b>54 135</b>	<b>54 135</b>	<b>54 135</b>
Capital	36 212	19 752	39 752	41 649	43 637	45 720
Intérêts	17 922	16 194	14 383	12 486	10 498	8 415
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	<b>359 375</b>	<b>321 434</b>	<b>281 682</b>	<b>240 033</b>	<b>196 396</b>	<b>150 676</b>

La structure de la dette pour le Marché couvert au 31 décembre 2024 est composée d'un contrat de prêt à taux fixe qui se termine en 2028.

### Profil d'extinction de la dette

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2025 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2024	43 637,29	10 497,55	54 134,84	196 396,05
2025	45 720,17	8 414,67	54 134,84	150 675,88
2026	47 902,44	6 232,40	54 134,84	102 773,44
2027	50 188,89	3 945,95	54 134,84	52 584,55
2028	52 584,55	1 550,29	54 134,84	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>240 033,34</b>	<b>30 640,86</b>	<b>270 674,20</b>	



## Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	35 514	0	2 000	2 000	2 000	2 000
<b>Sous-total dépenses d'équipement</b>	<b>35 514</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
Remboursement capital de la dette	41 649	43 637	45 720	47 902	50 189	52 585
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>77 163</b>	<b>43 637</b>	<b>47 720</b>	<b>49 902</b>	<b>52 189</b>	<b>54 585</b>



## *LES SCENES D'ABBEVILLE*



## Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
<b>Atténuations de charges (chap 013)</b>	<b>2 042</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Redevances à caractère culturel (entrées)	125 053	152 275	130 000	130 000	130 000	130 000
Mise à disposition personnel	0	103	100	100	100	100
Remboursement frais CABS	2 132	2 143	2 150	2 150	2 150	2 150
<b>Produits des services (chap 70)</b>	<b>127 185</b>	<b>154 521</b>	<b>132 250</b>	<b>132 250</b>	<b>132 250</b>	<b>132 250</b>
Participations Etat (DRAC)	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Participation Région	37 426	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Participation Département	0	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Participation de la ville	1 080 000	1 080 000	1 127 800	1 120 000	1 120 000	1 120 000
<b>Participations (chap 74)</b>	<b>1 167 426</b>	<b>1 184 000</b>	<b>1 231 800</b>	<b>1 224 000</b>	<b>1 224 000</b>	<b>1 224 000</b>
Revenus des immeubles	5 608	10 279	10 000	10 000	10 000	10 000
Autres produits divers	10 958	1 965	2 000	2 000	2 000	2 000
Libéralités reçues (mécénat)	12 000	9 500	10 000	10 000	10 000	10 000
<b>Autres Produits de gestion courante (chap 75)</b>	<b>16 566</b>	<b>21 744</b>	<b>22 000</b>	<b>22 000</b>	<b>22 000</b>	<b>22 000</b>
Libéralités reçues (mécénat) - M14	12 000	0	0	0	0	0
<b>Produits spécifiques (chap 77)</b>	<b>12 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Reprises sur amortissements et provisions (chap 78)	0	165	0	0	0	0
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 325 219</b>	<b>1 360 430</b>	<b>1 386 050</b>	<b>1 378 250</b>	<b>1 378 250</b>	<b>1 378 250</b>

L'activité des scènes d'Abbeville sur l'exercice 2024 a été importante.

Les recettes liées aux entrées s'élèvent à **152 275 €**, ce qui témoigne une réelle attractivité de la programmation.

## Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
60 Achats	24 331	37 702	40 000	41 000	42 000	43 000
61 Services extérieurs	624 113	626 423	628 000	630 000	632 000	634 000
62 Autres services extérieurs	28 951	21 010	25 000	25 000	25 000	25 000
63 Impôts et taxes	41 135	25 193	25 000	25 000	25 000	25 000
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	<b>718 530</b>	<b>710 328</b>	<b>718 000</b>	<b>721 000</b>	<b>724 000</b>	<b>727 000</b>
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	<b>639 372</b>	<b>631 371</b>	<b>635 000</b>	<b>636 000</b>	<b>637 000</b>	<b>638 000</b>
Autres charges de gestion courante (65)	0	10 000	0	0	0	0
Charges spécifiques (67)	11 110	2 358	500	500	500	500
Dotations aux provisions (68)	0	0	500	500	500	500
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>1 369 012</b>	<b>1 354 057</b>	<b>1 354 000</b>	<b>1 358 000</b>	<b>1 362 000</b>	<b>1 366 000</b>

## Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs				
	2023	Estimation 2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	10 819	69 281	120 000	50 000	50 000	50 000
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>10 819</b>	<b>69 281</b>	<b>120 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>

En 2024, il est à souligner le remplacement d'une console son, de la motorisation de 2 perches ou encore la réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'Espace Culturel St André.

En 2025, est prévu le remplacement du système de sécurité incendie du théâtre.